# LE COUP D'OEIL DE L'A.M.R.I

LA REVUE DE L'ASSOCIATION DU MASTER RELATIONS INTERNATIONALES
UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LILLE




EUROPE
**ÉPISODE CANICULAIRE**
PAGE 4

DOSSIER
**COUPE DU MONDE DE FOOTBALL**
PAGE 25

MÉMOIRE
**LES DESSEINS QATARIS AU PSG**
PAGE 45



NUMÉRO 38 • JUILLET 2026



© Reuters / M. J. Rebilas

# Manifeste

LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI
2026-2027

Chers lecteurs, chères lectrices,

Aujourd'hui plus qu'hier, les relations internationales impactent profondément nos vies. Des hydrocarbures au commerce asiatique, des pans entiers de l'économie française et européenne sont inféodés à d'autres nations et leur destin. Les conflits armés d'ordre mondial font leur terrible retour depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 déstabilisant l'ensemble de la planète. L'hégémonie occidentale et particulièrement états-unienne construite sur les dividendes de la paix semble apparaître depuis plusieurs années en échec et des puissances autrefois jugées émergentes remodèlent les rapports de forces autour de leur grandissante influence. Les peuples souvent absorbés au sein des États constituent aujourd'hui une part essentielle en tant qu'acteurs des relations internationales et les regroupements de ces derniers pèsent grandement sur les politiques des administrations étatiques. Parallèlement, face à la surexposition d'informations provenant de l'international, souvent peu contextualisées, la clarté et la rigueur disparaissent au profit de l'émotion et de la consommation. Ainsi, la complexité des relations internationales croît avec la déstabilisation de nos modèles de pensée occidentaux. « L'autre », n'est devenu qu'un objet pour soi, individualisé et non plus une icône de ce que nous partageons tous, l'humanité.

Il faut alors repenser l'analyse de l'ailleurs, de l'étranger, du parfois considéré « incompréhensible » ou même « barbare ». Les enjeux traditionnelles de puissances militaires, de diplomatie et d'économie ne suffisent plus à eux seuls pour comprendre ce qui caractérise les relations internationales, des organisations supra-étatiques aux simples individus. Ainsi, ce qui dirige et émane de l'étranger peut tout autant être le danger existentiel que le creuset fondamental de nos propres nations, de l'Europe, de la France. L'analyse des relations internationales, des peuples de partout et d'ailleurs n'est donc pas seulement une analyse de rapports distants et froids mais c'est une analyse de nous-mêmes, d'eux-mêmes et de toute l'humanité autant présente dans son caractère innée que dans ses développements sociaux localisés des plus complexes.

C'est dans cette optique, avec humilité et détermination, que notre revue universitaire s'attache depuis plusieurs années ardemment à comprendre, pierre par pierre ou plutôt mots par mots, les instincts et les convictions des habitants de cette terre. Ouverts mais convaincus, nous essayons de décortiquer les idées par les idées, les pensées par les pensées pour analyser ce qui nous donne sens dans notre monde.

L'annuelle passation est ainsi venue et nous sommes fières de présenter cette année une équipe renouvelée de quatre personnes pour l'organisation, la conception et la distribution de notre revue « coup d'œil de l'AMRI » pour les éditions mensuelles et bimensuelles de mars 2026 à février 2027.

**Alors écrivez, pensez, sensibilisez-vous et témoignez de ce qui vous marque, ce qui nous marque !**

**Rédacteur en chef**
**LÉNY ROYER-PERRUSSEL**

# Éditorial

LE COUP D'ŒIL DE L'AMRI
2026-2027

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au nom des étudiants du master Histoire - Relations internationales de l'Université Catholique de Lille, nous sommes honorés de vous présenter notre revue de géopolitique : Le coup d'œil de l'AMRI (Association du Master Relations Internationales). Fondée en 2021 sous l'impulsion d'étudiants curieux de partager leur intérêt pour les questions internationales. Elle est entièrement rédigée, éditée et mise en page par les élèves du master, et se veut accessible à tous : étudiants comme professeurs, ou amateurs de géopolitique.

Le coup d'œil de l'AMRI c'est quoi ? Tous les mois, une mise en relief sérieuse et approfondie de l'actualité internationale à travers plusieurs articles thématiques, et un dossier se focalisant sur un sujet en particulier. Par une démarche transversale et pluridisciplinaire, nous abordons de multiples thèmes : aussi bien géopolitiques qu'économiques, historiques, écologiques, sécuritaires ou culturels, afin d'apporter un regard complet sur les enjeux internationaux actuels. Des conflits moyen-orientaux aux enjeux de transition écologique en Asie, en passant par le bras de fer sino-américain et des défis stratégiques en Europe, cette revue s'attèle à couvrir les différentes problématiques mondiales.

Ce 19 juillet 2026 s'achevait la Coupe du monde de football, plus grande édition jamais organisée avec 48 équipes réparties sur trois pays : le Canada, les États-Unis et le Mexique. Si cet événement se veut une vitrine d'inclusion mondiale, il a surtout été révélateur des multiples tensions entourant les États-Unis et la FIFA : l'administration Trump a été accusée d'instrumentaliser la compétition à des fins de *sportswashing*, tandis que ce Mondial est devenu le plus polluant de l'histoire du tournoi. Par ailleurs, plusieurs délégations et supporters, notamment iraniens et africains, ont fait face à des restrictions migratoires imposées par les autorités américaines, révélant les limites de cette inclusion tant vantée par la FIFA. Ce dossier revient donc sur les multiples problématiques qu'a soulevées cette édition 2026, entre promesses d'universalité et rapports de force bien réels. Preuve, s'il en fallait encore une, que même le sport ne coupe jamais totalement les liens avec la géopolitique.

Nous prenons le parti de laisser nos rédacteurs s'exprimer, tant que leurs propos sont justifiés par des sources scientifiques et des exemples concrets. Au nom du comité de rédaction de la revue, nous vous souhaitons une excellente lecture.

**Rédacteur en chef**
**LÉNY ROYER-PERRUSSEL**

**Équipe de rédaction**
**JULIEN DURAND, EMMA LESAGE & JILANI LARNAOUT**

# S O M M A I R E


**4** **CANICULE INÉDITE EN EUROPE : LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES CONFRONTÉES À DES DÉFIS MAJEURS**
*Elora Cudelou*

**10** **FLAMINGO REVOLUTION : VERS UN NOUVEL HORIZON POLITIQUE POUR L'ALBANIE ?**
*Larnaout Jilani*

**19** **ROUMANIE : LA DÉMOCRATIE À LA MERCI DE L'AUSTÉRITÉ**
*Pierre Demesse*

**26** **DOSSIER : COUPE DU MONDE DE FOOTBALL**
*Eloïse Borde, Babungu Maya Elysée-Grâce, Larnaout Jilani*

**41** **LE HEZBOLLAH DANS LA TOURMENTE DU CONFLIT OPPOSANT LES ÉTATS-UNIS, ISRAËL ET L'IRAN**
*Ophélie Calichiama*

**45** **MÉMOIRE : DOMINATION SPORTIVE ET CAPITALISATION POLITIQUE : L'HÉGÉMONIE EUROPÉENNE DU PARIS SAINT-GERMAIN MARQUE-T-ELLE L'ABOUTISSEMENT DE LA DIPLOMATIE DU FOOTBALL QATARI ?**
*Tristan Cnockaert*

# CANICULE INÉDITE EN EUROPE : LES SOCIÉTÉS EUROPÉENNES CONFRONTÉES À DES DÉFIS MAJEURS

RÉDIGÉ PAR ELORA CUDELOU

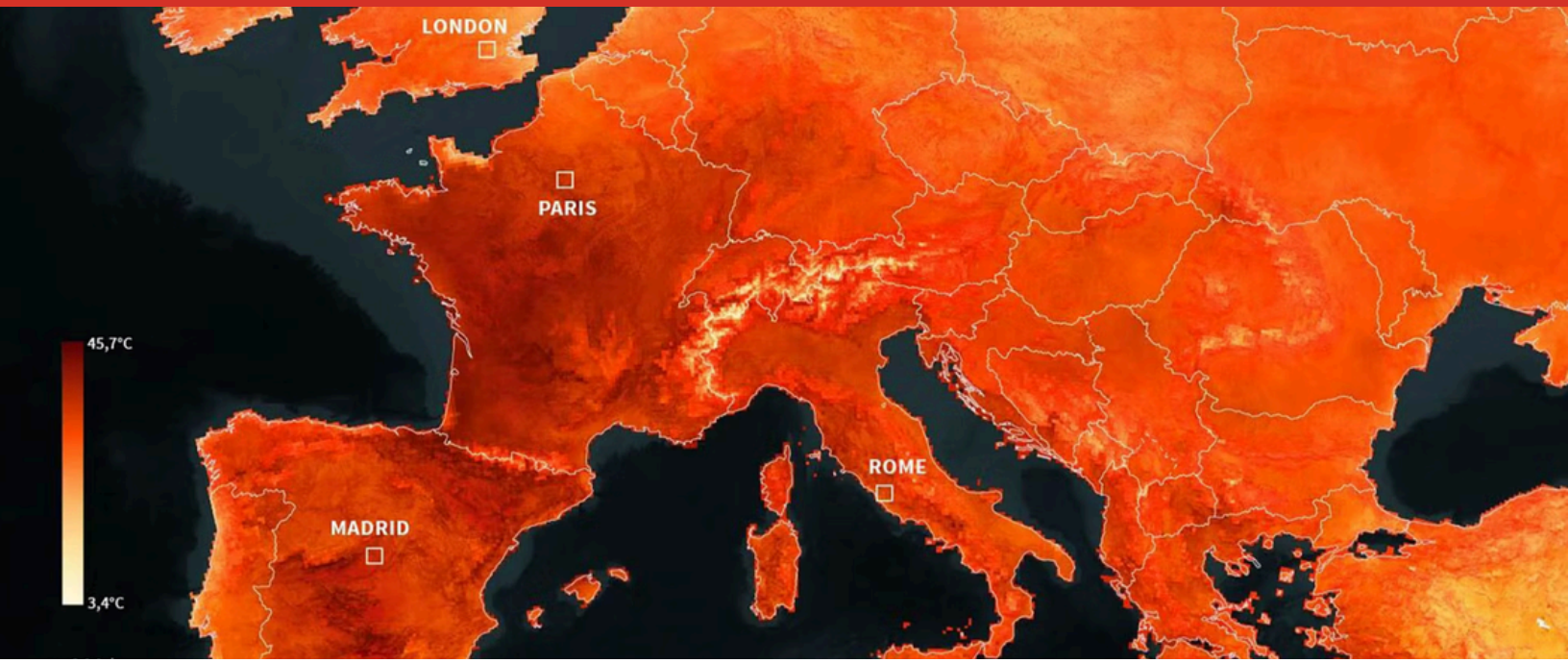



Image n°1 : Carte de l'Europe le 24 juin 2026 © Sabrina Blanchard et Sylvie Husson - AFP

Du 17 au 30 juin 2026, l'Europe a basculé dans un nouvel épisode caniculaire. Une vague de chaleur d'une intensité inédite a balayé le continent, battant des records de température et rappelant à bien des égards l'été 2003. Au-delà des chiffres exceptionnels, cet épisode révèle une accélération du changement climatique et dévoile le manque de préparation des sociétés européennes à ces chaleurs extrêmes.

## UNE CANICULE D'UNE INTENSITÉ INÉDITE PARTOUT EN EUROPE

Une canicule désigne un épisode de fortes chaleurs, de jour comme de nuit, se prolongeant sur au moins trois jours consécutifs. En France, Météo France définit, pour chaque département, des seuils de température minimale et maximale à partir desquels la vigilance canicule se déclenche : ces seuils varient selon les régions puisqu'un même niveau de chaleur n'a pas le même impact sanitaire dans le nord du pays que dans le sud de la France, où la population et le bâti sont plus adaptés.

Ainsi, dans la Manche, le seuil de température est fixé à 31°C le jour et 18°C la nuit, tandis que dans le Gard, le seuil est fixé à 36°C en journée contre 23°C la nuit.
La canicule de juin 2026 a touché la France pendant deux semaines, soit deux jours de moins qu'en 2003, mais avec une intensité plus forte, d'autant que l'épisode a eu lieu au mois de juin. Ainsi, juin 2026 devient le mois le plus chaud jamais enregistré en France.

Les 24 et 25 juin ont été les journées les plus chaudes jamais enregistrées en France. L'indicateur thermique national a atteint pour la première fois 30 °C de moyenne sur 24 heures. Environ 40 % du territoire a dépassé au moins une fois les 40 °C.

Le phénomène n'a pas épargné le reste du continent. Selon Copernicus, l'observatoire climatique de l'Union européenne (UE), juin 2026 est devenu le mois le plus chaud jamais enregistré en Europe occidentale, avec une température moyenne de 20,74 °C, soit plus de 3 °C au-dessus de la norme 1991-2020. Plus de 410 millions d'Européens, soit plus des deux tiers de la population du continent, ont été exposés à des températures dépassant 35 °C entre le 15 et le 30 juin.

Plusieurs pays ont battu leurs propres records : les Pays-Bas ont déclenché l'alerte rouge, la Pologne a enregistré 40,5 °C à Słubice et l'Espagne a connu le premier semestre le plus chaud de son histoire. Les températures de surface des océans ont elles aussi atteint des niveaux inédits pour un mois de juin, avec une moyenne de 20,98°C au niveau mondial, battant le précédent record de 2024. Les raisons de ce réchauffement sont ainsi liées au dôme de chaleur ainsi qu'au phénomène *El Niño*.

## UN ÉPISODE RÉVÉLATEUR DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Depuis le début du XXIe siècle, la fréquence croissante de ces épisodes est particulièrement remarquable. La vague de chaleur de juin 2026 est la 52e recensée en France depuis le début des mesures en 1947 et la 53e a débuté dès le 4 juillet 2026. Néanmoins, leur répartition dans le temps est frappante : 25 vagues de chaleur ont eu lieu entre 1947 et 2010, contre 27 depuis 2011, en seulement 15 ans. Autrement dit, la moitié des canicules recensées depuis 1947 sont survenues au cours des quinze dernières années. Ces vagues de chaleur sont les conséquences du changement climatique, en grande partie causé par les activités anthropiques.

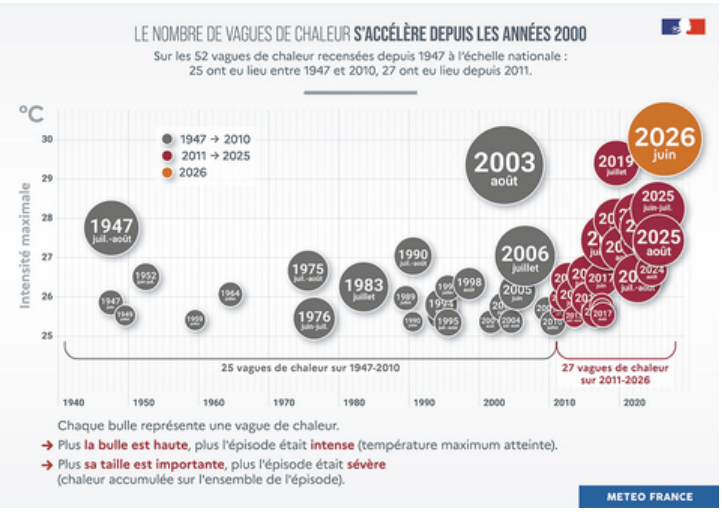



Image n°2 : © Météo France

Ces épisodes sont aussi de plus en plus précoces et parfois plus tardifs. Alors qu'ils se concentraient auparavant entre début juillet et mi-août, ils débutent désormais dès la mi-juin. Selon les scénarios de réchauffement, dans une France à +4 °C par rapport à l'ère préindustrielle d'ici 2100, les vagues de chaleur pourraient s'étendre de la mi-mai à fin septembre.

## DES CONSÉQUENCES LOURDES ET AMENÉES À S'AGGRAVER

Le coût humain de cette canicule est l'un des plus importants observés en Europe depuis 2003. Selon une compilation de l'AFP portant sur une dizaine de pays européens, au moins 12 000 décès excédentaires ont été recensés au plus fort de la vague de chaleur de juin.

Au-delà de la mortalité, la chaleur provoque une dégradation globale de l'état de santé : fatigue physique, sommeil de moins bonne qualité, troubles cognitifs ou encore baisse de la productivité. Les populations vulnérables (personnes âgées, enfants, malades chroniques, travailleurs exposés) sont les premières touchées. La prévention repose sur des messages simples mais essentiels : hydratation, protection contre le soleil et les UV, limitation des efforts physiques aux heures les plus chaudes. Au Royaume-Uni, plusieurs antennes du système de santé public (NHS) ont déclaré des incidents tels que des pannes d'IRM et d'appareils de radiothérapie, la surchauffe de serveurs informatiques, alors même que les services d'urgence, déjà sous tension, étaient confrontés à un afflux de patients souffrant de troubles liés à la chaleur. Plus de mille écoles ont fermé outre Manche. Un rapport du *Met Office* (l'équivalent de Météo France) souligne que le Royaume-Uni s'est réchauffé d'environ 0,25 °C par décennie depuis les années 1980.

La chaleur s'est accompagnée d'une sécheresse importante des sols, qui selon Météo France s'est « installée de manière durable » sur le pays, en raison d'un déficit majeur de précipitations. Même le retour des précipitations, allant parfois jusqu'à 30 mm localement, est insuffisant. Cet assèchement des sols et de la végétation favorise directement le développement des incendies, un risque qui touche la France mais aussi l'Espagne et l'Italie. D'ailleurs, l'eau devient un enjeu central : entre eau potable, irrigation et besoins énergétiques, les usages entrent de plus en plus en concurrence. Le cas du Portugal illustre cette tension : sur la rive sud de Lisbonne, à Almada, des restrictions sévères ont été instaurées pour reconstituer des réserves au plus bas, avec des coupures d'eau nocturnes entre 22h et 6h et des camions-citernes mobilisés pour alimenter hôpitaux, maisons de retraite et casernes de pompiers. Plusieurs experts soulignent toutefois que la canicule n'est pas l'unique cause de cette pénurie, qui révèle un vrai manque d'investissement dans les réseaux d'eau et les infrastructures publiques.

En outre, les économies européennes sont exposées au coût des canicules. En effet, la France, l'Espagne et l'Italie connaissent des impacts économiques particulièrement importants. Selon une étude d'Allianz *Trade*, dans un scénario où les cinq années les plus chaudes observées entre 2014 et 2024 se reproduiraient sur la période 2026-2030, les pertes cumulées pourraient atteindre 5 à 7 % du PIB pour les pays les plus exposés. Ce choc s'explique notamment par la chute de productivité au-delà de 30 °C[1], mais également par la hausse des dépenses publiques liées à la santé et aux réparations d'urgence des infrastructures.

Dans les villes, la chaleur emmagasinée par le bâti, l'imperméabilisation des sols et le manque de végétalisation ou de points d'eau créent un phénomène d'îlot de chaleur urbain (ICU) : les températures y restent plus élevées que dans les zones rurales environnantes, en particulier la nuit et pendant les canicules. Les hauts immeubles et la densité du bâti freinent la circulation de l'air et empêchent la ville de se refroidir. En France, pour accompagner les collectivités, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et l'Association des maires de France ont lancé dès 2023 le service « Plus fraîche ma ville », visant à accompagner les collectivités dans la conception de projets de rafraîchissement urbain.

## UNE SOCIÉTÉ EUROPÉENNE CONFRONTÉE À DES DÉFIS STRUCTURELS MAJEURS

Face à l'épisode de juin, les pouvoirs publics ont réagi dans l'urgence : fermeture d'un grand nombre d'écoles et collèges en Europe et aménagement des horaires de travail. En Italie, dix-huit des vingt régions du pays ont émis des décrets autorisant la suspension temporaire des activités professionnelles en extérieur, de 12h30 à 16h00. Toutefois, ces mesures ne préparent pas les infrastructures aux prochains épisodes. De multiples limites structurelles apparaissent déjà. Une partie des systèmes de climatisation ne sont faits que pour fonctionner jusqu'à 42-43 °C. Le réseau ferroviaire est également vulnérable avec des rails en acier se dilatant sous l'effet de la chaleur, contraignant à réduire la vitesse des trains pour éviter la surchauffe.

Eurostar a récemment révisé les spécifications de sa dernière commande de trains à grande vitesse pour que la climatisation reste fonctionnelle jusqu'à 55 °C, contre 45°C initialement prévus.

Une prise de conscience avait été amorcée après 2003, mais les moyens sont encore insuffisants. Les pouvoirs publics avaient intégré le risque canicule à la Vigilance météorologique de Météo France, effective depuis 2004, puis mis en place en 2023 un premier plan national d'anticipation des vagues de chaleur. Vingt ans après, le constat est que si des systèmes d'alerte précoce existent, les mesures de fond restent insuffisantes.

En France, tout comme au Royaume-Uni, le parc immobilier a été conçu pour se prémunir du froid et non pour résister à des vagues de chaleur répétées. Le défi de l'isolation est donc majeur. C'est dans ce contexte qu'a été publié, en mars 2025, le troisième Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3), qui prend une trajectoire de réchauffement de +4 °C en moyenne sur la France métropolitaine d'ici 2100. Il repose sur cinq axes : protéger les personnes, assurer la résilience des infrastructures et des services essentiels, adapter l'activité économique, protéger le patrimoine et mobiliser la population.

L'Italie s'est elle aussi dotée d'un PNACC dès 2023, suite à la loi climat européenne de 2021, qui impose à chaque État membre de se doter d'une stratégie d'adaptation. Mais l'existence de ces plans ne garantit pas leur mise en œuvre. En effet, un fossé entre les mesures théoriques et leur mise en pratique via des investissements demeure. En pratique, ce sont surtout les mesures locales qui progressent, car elles sont plus rapides à déployer.

À l'échelle des villes, une étude de l'Institut de Potsdam pour la recherche sur l'impact climatique souligne que les villes européennes ne sont pas égales face au risque. Même dans les villes qui investissent, à l'instar de Berlin qui a lancé un projet de plantation de 400 000 arbres, des efforts supplémentaires sont jugés nécessaires, en particulier dans le secteur des transports, dont les émissions de gaz à effet de serre restent élevées. Les villes du sud et du sud-est de l'Europe font aussi face à un double défi hydrique : gérer à la fois le manque d'eau en période de sécheresse et le risque accru d'inondations, l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols limitant la recharge des nappes souterraines et favorisant le ruissellement.

1 La baisse de productivité peut aller jusqu'à 3 % en moins par degré supplémentaire dans les secteurs exposés comme le BTP, la logistique ou l'agriculture.

## LES ÉCOLES : UNE PRIORITÉ POUR LES GOUVERNEMENTS EUROPÉENS

Un rapport de 2025 du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), consacré à la surchauffe dans les établissements scolaires, souligne que le parc scolaire métropolitain est aujourd'hui « globalement inadapté » face à un risque climatique qui touche un public vulnérable. Chez les enfants, la chaleur a des effets physiologiques (fatigue, somnolence, céphalées, voire hyperthermie), respiratoires (le système pulmonaire n'est pleinement formé vers 10/12 ans, ce qui rend les enfants plus sensibles à la pollution aggravée par la chaleur) et cognitifs, avec une corrélation démontrée entre températures élevées et baisse des performances scolaires.

Le rapport préconise une approche fondée sur les principes du bioclimatisme : aménager les espaces extérieurs à travers la végétalisation, la perméabilité et les couleurs des sols, protéger les bâtiments du rayonnement solaire et favoriser la dissipation de la chaleur via l'aération nocturne ou des brasseurs d'air. La désimperméabilisation des cours d'école est présentée comme un levier particulièrement efficace car elle limite le ruissellement et les risques d'inondation et réduit l'effet d'îlot de chaleur urbain. Mais les solutions doivent être adaptées à chaque établissement selon son architecture et ses enjeux.

La canicule de juin 2026 et celle qui a débuté au début du mois de juillet confirment que l'Europe se réchauffe. Le vieux continent se réchauffe environ deux fois plus vite que la moyenne mondiale, et entre dans une phase où les épisodes extrêmes ne sont plus des cas isolés. Ils sont plus précoces, plus intenses et plus fréquents. Si des mesures d'adaptation existent déjà à l'échelle locale, elles restent largement insuffisantes face à l'ampleur des défis. Les infrastructures ne sont pas adaptées et il y a un manque important d'investissements. En outre, l'approche est encore trop souvent en réponse à l'urgence plutôt que structurelle. Il faut par ailleurs noter que si les mesures d'adaptation sont nécessaires, les politiques d'atténuation, c'est-à-dire réduire les causes du réchauffement, doivent être développées. Enfin, la chaleur n'est pas l'unique combat des gouvernements européens puisque les inondations, conséquence elle aussi du changement climatique, imposent elles aussi de penser l'adaptation des territoires de façon globale.

Image n°3 : Scène caniculaire à Cologne, Allemagne, le 25 juin 2026
© AFP / Ina FASSBENDER



# BIBLIOGRAPHIE


**Articles de presse**

Chaaban, F. (2026, 22 juin). *L'Europe en souffrance face à une vague de chaleur « exceptionnelle par son intensité, sa précocité et son étendue spatiale ».* Toute l'Europe. https://www.touteleurope.eu/environnement/l-europe-en-souffrance-face-a-une-vague-de-chaleur-exceptionnelle-par-son-intensite-sa-precocite-et-son-etendue-spatiale/

Courrier international. (2026, 25 juin). *Canicule : il fait trop chaud pour parler d'autre chose.* https://www.courrierinternational.com/article/climatiques-canicule-il-fait-trop-chaud-pour-parler-d-autre-chose_245599

Courrier international. (2026, 3 juillet). *Canicule : le Royaume-Uni a été bâti pour un climat qui n'existe plus.* https://www.courrierinternational.com/article/editorial-canicule-le-royaume-uni-a-ete-bati-pour-un-climat-qui-n-existe-plus_245817

Courrier international. (2026, 8 juillet). *Canicule : comment font-ils ailleurs ?* https://www.courrierinternational.com/article/a-la-une-du-magazine-canicule-comment-font-ils-ailleurs_247351

Courrier international. (2026, 10 juillet). *Sur la rive sud de Lisbonne, la canicule déclenche une crise de l'eau.* https://www.courrierinternational.com/article/portugal-sur-la-rive-sud-de-lisbonne-la-canicule-declenche-une-crise-de-l-eau_248143

Mazuir, M. (2026, 29 juin). *Canicule : alerte rouge aux Pays-Bas et dans les Balkans, systèmes de santé sous tension… l'Europe bat des records de température.* Toute l'Europe. https://www.touteleurope.eu/environnement/canicule-alerte-rouge-aux-pays-bas-et-dans-les-balkans-systemes-de-sante-sous-tension-l-europe-bat-des-records-de-temperature/

Tardy, L. (2026, 16 juillet). *Changement climatique : comment adapter les villes selon leur taille et leur développement.* GEO. https://www.geo.fr/environnement/changement-climatique-comment-adapter-les-villes-selon-leur-taille-et-leur-developpement-232839

*L'Europe occidentale a enregistré le mois de juin le plus chaud de son histoire, selon l'Institut Copernicus.* (2026, 9 juillet). GEO. https://www.geo.fr/environnement/l-europe-occidentale-a-enregistre-le-mois-de-juin-le-plus-chaud-de-son-histoire-selon-l-institut-copernicus-232762

**Rapports et études**

ADEME. (2025, juin). *Vagues de chaleur, pics et canicules… se préparer pour mieux s'adapter*. https://www.ademe.fr/presse/communique-national/vagues-de-chaleur-pics-canicules-se-preparer-pour-mieux-sadapter/

Cerema. (2025, 30 juin). *Les écoles face au risque climatique : agir maintenant contre la surchauffe dans les écoles*. https://www.cerema.fr/fr/actualites/agir-maintenant-contre-surchauffe-ecoles-ecoles-face-au

**Source institutionnelle**

Code du travail numérique. (2026). *Canicule au travail : quelles sont les obligations de l'employeur ?* Consulté le 18 juillet 2026. https://code.travail.gouv.fr/information/fortes-chaleurs-canicule-quelles-mesures-lemployeur-doit-il-mettre-en-place

Météo France. (2026). *Canicule de juin 2026 : un épisode historique. Consulté le 16 juillet 2026*. https://meteofrance.com/actualites-et-dossiers/actualites/canicule-de-juin-2026-un-episode-historique

Météo France. (s. d.). *Changement climatique : quel impact sur les vagues de chaleur ? Consulté le 18 juillet 2026.* https://meteofrance.com/le-changement-climatique/quel-climat-futur/changement-climatique-quel-impact-sur-les-vagues-de

Météo France. (s. d.). *Il y a 20 ans, la canicule 2003. Consulté le 18 juillet 2026.* https://meteofrance.com/actualites-et-dossiers/magazine/meteo-histoire/il-y-20-ans-la-canicule-2003

Météo France. (s. d.). *Qu'est-ce que l'îlot de chaleur urbain ? Consulté le 18 juillet 2026.* https://meteofrance.com/le-changement-climatique/les-bases-du-changement-climatique/quest-ce-que-lilot-de-chaleur-urbain

Météo France. (s. d.). *Qu'est-ce que la vigilance canicule ? Consulté le 18 juillet 2026.* https://meteofrance.com/comprendre-la-vigilance/vigilance-canicule

Ministère de la Santé, de la Famille, de l'Autonomie et des Personnes handicapées. (s. d.). *La gestion sanitaire des vagues de chaleur.* Consulté le 16 juillet 2026. https://sante.gouv.fr/sante-et-environnement/risques-climatiques/article/la-gestion-sanitaire-des-vagues-de-chaleur

Union européenne. (2026). *Loi européenne sur le climat. EUR-Lex. Consulté le 16 juillet 2026.* https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/summary/european-climate-law.html

**Podcast**

AFP Audio. (2026, 13 juin). *Canicules du futur, comment se préparer ?* (Sur le fil) [Podcast audio]. AFP Audio. https://podcasts.afp.com/afp-audio-sur-le-fil

# LA *FLAMINGO REVOLUTION* : VERS UN NOUVEL HORIZON POLITIQUE POUR L'ALBANIE ?

RÉDIGÉ PAR JILANI LARNAOUT

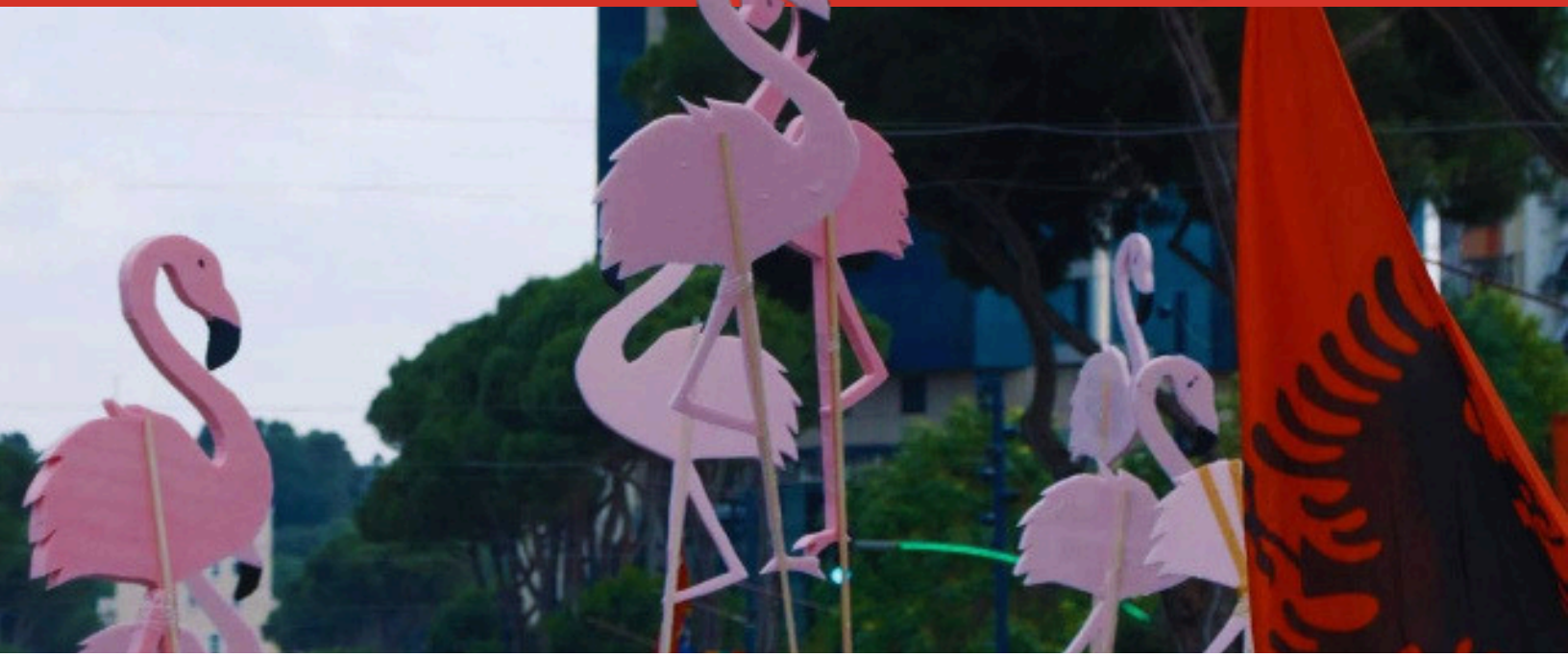


Image n°4 : Figures de flamants roses pleurant, symbole de ralliement des manifestations à Tirana. © Novinite

## UN PROJET DE CONSTRUCTION QUI POLARISE LA SOCIÉTÉ ALBANAISE

La république d'Albanie, Shqipëria en Albanais, est un territoire des Balkans situé au sud-est de l'Europe. Ce pays de près de 3 millions d'habitants borde la mer Adriatique en ouest et la mer Ionienne au sud-ouest. Le pays a longtemps envisagé de se hisser au rang de puissances méditerranéennes d'exception de part sa localisation avantageuse à la croisée entre l'Europe et le Moyen-Orient. Pour cela, le gouvernement mise énormément sur le tourisme pour générer des revenus plus conséquents, obtenir un meilleur prestige diplomatique et s'attirer les plébiscites de ses partenaires européens. Cependant, son long parcours d'adhésion à l'Union européenne (UE) est semé d'embûches, car Bruxelles rechigne à lui accorder cette faveur tant espérée. Ainsi, le pays se trouve tiraillé entre attirance pour le bloc occidental, à l'instar de son intégration à l'OTAN en 1992, et une candidature à l'UE qui s'éternise.

Néanmoins, le premier ministre albanais, Edi Rama, insiste sur sa volonté de l'Albanie de prendre part à l'UE à l'horizon 2030. C'est une ligne forte de son agenda politique. Pour cela, il a récemment acté un projet de construction dantesque en partenariat avec le gendre de Donald Trump, Jared Kushner. Cependant, l'UE souligne dans son 2025 Commission Report on Albania que tant que ce projet sera en vigueur, l'accession de l'Albanie à l'UE sera suspendue. Alors que l'Albanie est aux portes de l'UE avec l'entame du *Cluster* 5 en décembre 2025, ce projet va complexifier le processus d'adhésion.

Cette récente acquisition a fait couler beaucoup d'encre dans la presse locale et cette crise déborde même au-delà des simples frontières de l'Albanie. C'est toute la diaspora albanaise qui se trouve troublée par ce projet de construction gigantesque. Disons pour l'instant que ce projet ne reçoit pas l'approbation du peuple albanais car cette décision s'est faite sans qu'il ne soit questionné à ce sujet.

L'impression qui règne est celle d'un projet de développement à marche forcée qui se fait de manière un peu inconsciente car il enfreint les normes écologiques telles que la *Birds and Habitats Directives* et bafoue la démocratie. Depuis, la société albanaise s'en retrouve d'autant plus clivée sur le plan politique et le climat social est électrique.

Si ce sujet nous intéresse c'est tout simplement parce que ces récents tumultes servent de baromètre pour comprendre la refonte politique à l'œuvre actuellement en Albanie. Ainsi, à travers cet article, nous tenterons de détricoter les enjeux qui sont en train de se jouer actuellement en Albanie et élucider les changements politiques que cette crise pourrait engendrer. Pour prendre la mesure de cette débâcle politique, nous nous pencherons sur le contexte relativement épineux de ce projet d'acquisition immobilier par le prisme de l'écologie et du droits des peuples à disposer d'eux-mêmes. Dans un second temps, nous expliquerons comment des décennies d'atermoiements politiques ont posé les jalons de cette révolution démocratique en évoquant comment la corruption est devenue insoutenable pour les citoyens albanais. Enfin, la troisième partie offrira une mise en abîme du sujet pour étendre la réflexion sur une compréhension plus profonde de l'avenir politique du pays.

## LA *FLAMINGO REVOLUTION* : UNE DÉFLAGRATION POLITIQUE DE GRANDE AMPLEUR

Une nouvelle lutte a commencé à sourdre en Albanie sous la bannière de activistes et des électeurs les plus désœuvrés, qui s'indignent de l'ubiquité de la pauvreté, du taux de chômage élevé et de la fuite de leurs compatriotes face à l'incurie politique en cours. Depuis mai, certains albanais mènent un combat acharnée contre la corruption qui sévit au sein des couches politiques de leur pays. L'élément déclencheur fut la volonté de rachat de l'île de Sazan et de la lagune de Vjosë-Narta par le conglomérat Kushner-Trump et sa *private equity* Affinity Firm. Les citoyens albanais assistent avec effarement à ce qui s'apparente à une tentative de démembrement d'une partie de leur territoire. Ils déplorent le fait de voir une partie de leur pays morcelé et mis en gage pour le plaisir des plus offrants.

De plus, ce mouvement ravive d'autres batailles politiques portant sur les problèmes économiques qui incommodent les citoyens au quotidien. Ainsi, là où persiste le débat sur la hausse des loyers et l'inflation, le terreau de la révolte est d'autant plus fécond. C'est dans cette conjoncture politique que certains albanais protestent contre le manque de transparence et des décennies d'abandon du gouvernement envers son peuple. C'est la trame de fond qui donne une saveur particulière à cette révolution politique. Il ne s'agit pas d'une simple déflagration politique voué à être éphémère, c'est une reconfiguration socio-économique durable qui se met en marche en Albanie.

En effet, cet accaparement territorial a provoqué quelques remous médiatiques au sein du pays. En arrière-plan de ce soulèvement national, nous constatons que la confiance du peuple albanais envers ses représentants est en train de faiblir. Depuis des décennies, cette relation s'est étiolée car les citoyens reprochent au gouvernement un manque de droiture et des défaillances économiques qui perdurent. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le pays épousa les idéaux du marxisme-léninisme et embrassa pleinement le communisme. Des décennies s'écoulèrent où l'Albanie devint un pays déconnecté du monde occidental. L'heure était venue pour de nouvelles factions politiques de prendre les rênes du pouvoir et de faire entendre leur voix après la chape de plomb économique et politique. Le pays fit le pari du multipartisme. Cependant, des décennies passées sous la férule de Enver Hoxha ont laissé des séquelles dans la coutume politique du pays. Aujourd'hui encore, cette crise montre que la démocratie est loin d'être un acquis indéfectible de la république d'Albanie.

## L'ALBANIE : UN PAYS TIRAILLÉ PAR L'AUTORITARISME

Un récapitulatif succinct de l'histoire récente de l'Albanie s'impose. À l'époque de la Guerre Froide, le pays était fervent partisan des idéaux communistes. En son sein, la propagande soviétique faisait florès. C'est à cette époque que l'Albanie fait le pari de l'isolement. Reclus sur elle-même, certains historiens ont conféré à l'Albanie le titre de « Corée du Nord de l'Europe. » Après des décennies de Marxisme-Léninisme, le pays était tout simplement embastillé. Ainsi, le tourisme nacquit comme le nouveau domaine phare de l'économie albanaise. Avec l'effondrement du communisme, ce secteur devint la clé de voûte de l'essor économique du pays. Edi Rama adhère totalement à cette vision et veut façonner son pays comme l'épicentre touristique de la Méditerranée.

À titre d'exemple, en 2021, Vlora fut également le lieu d'une construction illégale d'aéroport. Longtemps gardé secret, ce projet a fomenté un sursaut patriotique de la part des citoyens albanais dont la principale pierre d'achoppement reste le manque de fiabilité du gouvernement accusé d'être sclérosé et dysfonctionnel. Pour les albanais, il est impératif de mettre fin à cette mascarade politique séance tenante et de lancer une enquête par la commission de la *Special Prosecution Office Against Corruption and Organized Crime* (SPAK).

Le duo Kushner-Trump est familier avec cette région du sud-est européen. Le couple avait déjà largué les amarres lors d'une escapade sur le pourtour méditerranéen courant 2019. Le couple s'était déjà épris du paysage de l'île de Corfou, à quelques nœuds de distance de Sazan. Après avoir sillonné la côte méditerranéenne sur leur luxueux yacht, défrayé par leur acolyte Nathaniel Rothschild, le duo Kushner-Trump jeta l'ancre en mer Egée, à quelques encablures de l'Albanie. De leur propre aveux, nous savons qu'ils furent pris d'émoi face à l'indomptable verdure qui se tenait à portée de main. Lors d'un podcast pour Lex Friedmann, Ivanka Trump confie que la vue de Sazan était saisissante. Prise de transport par cette atmosphère paradisiaque, elle se laissa vagabonder sur l'île.

Lorsqu'elle évoque l'île, cette dernière semble enivrée d'une confiance démesurée qui, pour certains albanais, frise l'outrecuidance. Elle conçoit cette île comme un simple « défi ». Comment ne pas y voir là un énième relent de l'impérialisme étasunien ? Depuis l'île a été renommée sarcastiquement *Ishulli I Trumpëve*, soit l'île de Trump.

Pour certains albanais, cette rhétorique fait écho à certains écueils de la politique étasunienne, qui, dans sa conduite de la *realpolitik*, fait parfois montre de peu de scrupule pour le droit international qu'elle a déjà piétiné par endroit. Force est de constater qu'en s'arrogeant la primauté de la découverte de l'île, Ivanka Trump irrite l'auditoire albanais. De fait, les albanais ont toujours jugé cette île comme étant leur propriété. Les propos de cette dernière sont teintés d'un discours pro-capitaliste qui normalise la rapacité. Ils craignent de se voir usurper leur souveraineté sur ce territoire. Depuis, Ivanka Trump et son clan ne sont plus en odeur de sainteté auprès de plusieurs albanais.

En voulant glaner ce pan de terre, le conglomérat piloté par le gendre de Donald Trump a suscité quelques griefs. La réputation des États-Unis en a été légèrement écornée. À l'issue de cette dispute territoriale, les États-Unis pourraient quelque peu perdre de sa superbe auprès de certains de ses alliés albanais, mais le pays n'y reste pas moins un parangon de modernité et d'excellence aux yeux de la majorité. Il est primordial de souligner qu'à aucun moment les Albanais se montrent rétifs aux investissements américains en général. Au contraire, les albanais réitèrent leur soutien aux États-Unis de manière récurrente. Il serait erroné de dire que l'Albanie est animée d'une soudaine fièvre anti-américaine. Cela consisterait à extrapoler un problème isolé pour y amalgamer l'ensemble du peuple étasunien. En règle générale, l'Albanie demeure un soutien invétéré de l'atlantisme et souscrit aux idéaux du camp occidental.

Cependant, nous ne pouvons pas éclipser la part prépondérante des accointances entre le couple Kushner-Ivanka et le 47ème président des Etats-Unis Donald Trump. Dans ce cas précis, l'entregent y est nettement explicite car il s'agit tout bonnement d'un lien filial. Bien sûr, certains albanais pourraient être hâtifs et faire des raccourcis pour y voir ici la main invisible de l'Oncle Sam qui plane au-dessus de leur pays. Cependant, la grande majorité canalise toute l'énergie de cette affaire sur son propre gouvernement. Le point nodal du débat réside dans l'incapacité du gouvernement albanais à pourvoir des débouchés économiques probants face à l'indigence des plus démunies et la prévalence du clientélisme qui perdure depuis plusieurs décennies. Ainsi, les réclamations sont plutôt à destination des politiques albanais eux-mêmes qu'envers leur États-Unis.

Le couple s'est émerveillé face à ce vaste espace de jeu, mais que sait-on vraiment de cette île ? D'après leurs déclarations, ils ont décelé un potentiel de construction inédit pour un espace qui avait longtemps été laissé en jachère. Cependant, cela ne signifie pas que l'île de Sazan est une *terra nullius*. Autrement dit, ce n'est pas une île totalement délaissée et inconnue du grand public. Au contraire, elle fut longtemps prisée par le régime communiste de l'après seconde guerre mondiale pour sa localisation éminemment stratégique. De fait, l'île est innervée par 3 600 souterrains et une aire de ravitaillement pour les sous-marins soviétiques de l'époque.

L'homme d'affaires, Jared Kushner, n'en est pas à son galop d'essai dans les Balkans. Il avait déjà tenté de coucher sur papier un projet similaire en Serbie (NPR, 2026). Il souhaitait concevoir un hôtel luxueux à Belgrade sur le vestiges d'un site historique protégé. Ce bâtiment était classé dans le registre du patrimoine historique du pays au sortir de la guerre de Kosovo en 1999 (Al Jazeera, 2025). La bâtisse devait rester intacte en mémoire de ce chapitre de l'histoire serbe. Ainsi, la firme de Jared Kushner s'est heurté à une levée de bouclier de la part des locaux qui trouvaient impensable de mener à terme un tel projet et la construction n'a pas pu se concrétiser. Si en Serbie le projet ne réussit pas, en Albanie, la situation s'avère différente.

Pourtant tenu en bonne part par ses homologues européens et outre-atlantique, Edi Rama semble ne plus faire l'unanimité au sein de son pays. En effet, tout porte à croire que les esprits se sont échaudés entre les citoyens albanais et leur gouvernement. Les premiers fulminent contre les seconds et leurs revendications sont sans équivoque. Les citoyens albanais appellent de leurs vœux les plus pressants un limogeage du premier ministre. Certains veulent le voir déféré en justice et, si d'aventure cela aboutit à une condamnation, le voir écroué à l'issue du verdict. Dans les rues, les manifestants chantent de concert « Rama Në Burg » (Rama en prison). Nous pouvons aussi les entendre scander en chœur des slogans très évocateurs : « L'Albanie n'est pas à vendre » ou encore « Nous ne voulons pas que l'Albanie devienne Dubaï » (Al Jazeera, 2026). Le message est plus que clair. Les activistes vont même jusqu'à demander l'institution d'un moratoire en espérant, sur le temps long, torpiller le projet dans son ensemble.

Certains citoyens albanais ont vilipendé leur gouvernement pour cause de kleptocratie. Ce projet balnéaire est jugé comme abject car il fait une entorse aux préceptes de la démocratie. En effet, les préparatifs se sont fait sans leur assentiment préalable. Ayant été tenus en marge des négociations, les albanais se sont senti pris en étau par leur propre gouvernement. C'est probablement ce qui exaspère le plus les citoyens albanais et les pousse à continuer leur lutte avec âpreté. La *Flamingo Revolution* nous montre que le tissu social albanais s'effiloche. Les citoyens veulent repenser leur système politique.

Ils veulent se départir de la corruption commis au sein du gouvernement en place et corriger les abus qui ont été impunis jusqu'à ce jour.

La crise devient de plus en plus irrespirable. Pendant ce temps, Edi Rama bat le fer tant qu'il est encore chaud. Sauf que, de l'autre côté, les nerfs sont à vif. Face aux réprimandes, Edi Rama jouent son va-t-tout et convoque un comité de 20 activistes pour initier des pourparlers de manière apaisée, mais ces derniers refusent. Ainsi, lorsqu'il se rend compte que ça ne solutionne pas le problème, il tente d'intimider ses détracteurs. Sur ses réseaux sociaux, il publie des photos floutées, mais tout de même identifiables, de certains manifestants. Ce ciblage médiatique enfreint la déontologie politique qui nécessite de respecter l'anonymat des personnes ne consentant pas à être instrumentalisées et, de surcroît, jeté en place publique. Edi Rama ne s'arrête pas là. Il en va volontiers d'un langage qui ne sied pas à sa fonction publique de premier ministre. Interrogé sur le devenir de cette révolution, il rétorque avec des anathèmes cinglants : « qu'il aille se faire f***** » dit-il. Les propos peu courtois du premier ministre témoignent de son agacement face aux vagues de diffamation à son encontre. En effet, depuis le début des manifestations, la jeunesse albanaise se montre ingénieuse en faisant usage de l'Intelligence Artificielle (IA) pour des affiches visant à tourner en ridicule leur premier ministre. Rama y est portraiturée sous des angles peu élogieux. Grimé sous les traits d'un chien, on y voit le premier ministre tenu en laisse par Donald Trump.

En somme, Rama se montre peu enclin à capituler. En d'autres termes, le projet d'*Affinity Firms* verra le jour. Lorsqu'il est mis en déconfiture par les remarques mordantes d'une journaliste du journal télévisé national, ce dernier coupe court à la discussion et se dérobe en plein direct. Depuis, le dialogue semble rompu.



Image n°5 : Caricature d'Edi Rama étourdi par la fougue du mouvement de la *Flamingo Revolution* © ABC

En somme, Edi Rama temporise tant bien que mal afin que l'ire du peuple albanais s'estompe, mais ces derniers rechignent à obtempérer. 100 000 albanais continuent de livrer bataille en gagnant massivement les rues de leurs villes. Cela fait plusieurs semaines que les citoyens s'y donnent rendez-vous pour poursuivre leurs nouveaux desseins politiques. Avec du recul, nous voyons à quel point les soutiens de ce mouvement ne sont pas en passe de s'amenuiser et l'engouement continue de prévaloir.

Certains citoyens l'affirment sans détour, face aux déprédations et au vampirisme de l'establishment albanais, ils sont prêts à faire vaciller le gouvernement dans sa totalité. La crise ne paraît pas aussi bénigne que l'on pourrait l'imaginer. Nous pouvons même postuler que cette crise a enhardi l'opposition politique qui se range derrière l'ardeur des citoyens albanais pour renverser le gouvernement Rama. Un véritable changement de paradigme politique est en train de s'effectuer en Albanie. Sali Berisha, chef du Parti Démocrate albanais se range derrière les manifestants et promet une punition sévère pour les fraudes commises (Al Jazeera, 2026).

Le 23 mai 2026, des riverains se sont massés aux abords de la plage de Pishë Poro-Nartë, figurant parmi la charte *Natura 2000* de l'UE, pour s'enquérir de l'avancée du projet. Cependant, l'accueil ne leur était tout du moins pas hospitalier. En effet, le site de 250 km² était scindé de barbelé en prévision de l'entame des travaux de construction. Voyant la troupe d'activistes et de journalistes vociférer contre ce projet, la situation tourna très vite au pugilat. Dans la clameur ambiante, des projectiles ont fusé. S'ensuivit des échauffourées qui tournèrent à l'avantage des gardes dépêchés par *Affinity Partners*. Pour neutraliser les plus récalcitrants, la sécurité s'est munie de spray aveuglant. Dans la cohue générale, des journalistes furent hospitalisés et deux entreprises de garde rapprochée ont été démises de leur fonction (Al Jazeera, 2026). Ce fut l'étincelle qu'il manquait pour donner du baume au cœur aux activistes de la PPNEA, *EcoAlbania* et de l'*Albanian Ornithological Society*.

Scandalisés, les activistes de *Birdlife Europe* sont montés au créneau. Il rappelle qu'aucun permis de construire n'a été obtenu et qu'aucune analyse environnementale n'a eu lieu non plus. Ils ont décrié la relative désinvolture du premier ministre qui semble faire peu de cas de ce lieu, pourtant l'un des six sites de protection prioritaire de l'UE.

Environ 60 ONGs, dont *Euronatur*, veulent mettre au attente ce projet car il semble porter préjudice à un lieu qui répond aux critères de la *Ramsar Convention On Wetlands*, un cadre juridique international qui impose une certaine vigilance écologique. Cette soixantaine d'ONG prévoit un remodèlement inéluctable de la physionomie de ce territoire. En effet, les imposants travaux de voirie pourraient défigurer de manière permanente la lagune et sa fameuse forêt de pins.

De fait, les travaux obstruent l'une des deux voies d'accès de la lagune. Le fait de bloquer ce passage naturel va indéniablement influer sur la chaîne alimentaire et la reproduction des espèces animales. Avec l'excavation des dunes de sables, c'est la salinité des eaux et sa qualité qui s'en trouve également déréglée.

En réponse à cela, Edi Rama estime que le développement économique et l'écologie peuvent aller de pair. Pour lui, les 10 000 chambres d'hôtels qui figurent sur le cahier des charges du *resort* dernier cri de Jared Kushner n'impliquent pas le terrassement, la déforestation et l'aplanissement d'un écosystème entier. Pour d'autres, cette affaire montre qu"écologie et capitalisme effréné sont antinomiques. C'est le cas notamment de la *Protection and Preservation of Natural Environment* (PPNE), une ONG albanaise qui épaule les campagnes de sensibilisation de *Birdlife International*. Selon leurs rapports, les ouvriers auraient déblayé des gravats pour les disperser sur des zones protégées. Ils auraient enfoui des « monuments naturels ».

Ce passage étriqué de quelques kilomètres a longtemps était un goulet d'étranglement pour les adeptes de la stratégie navale. Juché en lisière de ce minuscule passage, l'île de Sazan pourfend les étendues de mer qui donnent vers l'Italie. Une vue panoramique nous permet de constater à quel point cette distance ténue entre Sazan et l'Italie, à cheval entre la mer Ionienne et la mer Egée, en fait une plaque tournante indispensable et convoitée pour le contrôle du bassin méditerranéen. Quiconque voudrait faire du *Mare Nostrum* romain un lac assujetti à son domaine privé devrait faire main basse sur Sazan. Enver Hoxha s'est cramponné fermement à cette idée. En disposant de l'île de Sazan et de Karaburun, il comptait maîtriser le détroit d'Otrante, à l'instar de ce que l'Iran effectue avec le détroit d'Ormuz (CWBS, 2026).

Globalement, l'île de Sazan est un bloc rocheux qui se caractérise par un fort dénivelé et une topologie rocailleuse. L'île n'offre qu'un écosystème relativement inclément et, donc, non propice à la présence humaine. Seuls les militaires albanais se sont aventurés à braver cet écosystème impénétrable. Cependant, quand la crispation de la guerre froide se dissipa, les dirigeants albanais n'avaient cure d'un complexe militaire comme celui de Sazan. Ainsi, cette île est tranquillement tombée en désuétude au fur et à mesure que la menace occidentale s'essouffla. Les historiens s'accordent pour dire que la fin de la guerre froide sonna véritablement le glas de cette base militaire fourmillant ici et là de bunkers délabrés et de souterrains désaffectés. Avec le concours des soviétiques, l'île fut dotée d'un large maillage d'infrastructures militaires performantes et d'un réseau de tunnels. Pendant longtemps, Sazan fut occultée et les activités qui y prenaient place furent passées sous silence. Il était même prohibé d'y établir campement ou même d'y séjourner brièvement pour quelques nuitées.

Niché sur un pan de terre très escarpée, le village de Zvernec abrite de nombreuses espèces en voie de disparition. Jusqu'à présent, ce lieu revêtait une faune et une flore presque inaltérée. Dans ce havre de paix inviolée, la nature se tenait encore immunisée des affres de l'expansionnisme tout azimut du capitalisme. Les écologistes recensent environ 70 espèces susceptibles d'extinction et des espèces rares telles que le pélican dalmatien et les quelque 700 phoques moine qui survivent à leur extinction générale (*Birdlife International*, 2026). Ces paysages avaient été épargnés des dessins expansionnistes des entrepreneurs touristiques pendant un certain temps, mais le zèle de ce dernier entrant rabat complètement les cartes. Là où autrefois foisonnaient une nature impeccable, un nouveau projet capable de la dénaturer irrémédiablement est sur le point d'être mis en place. C'est là où le bât blesse. Les projets colossaux missionnées par *Affinity Partners* pourraient mener à l'extinction de ces espèces menacées telles que la tortue caouanne. De plus, les oiseaux migrateurs en provenance d'Afrique qui transitent par ce chenal connu sous le nom d'Adriatic Flyway seraient écartés d'un de leurs espaces vitaux les plus importants. C'est d'ailleurs en hommage à l'une de ces 200 espèces d'oiseaux, le flamant rose (*flamingo* en anglais) que la révolution tire son nom.

Ainsi, des écologistes ont été prompts à sonner la tirette d'alarme face au délabrement du Delta de Vjosë et son imposante forêt de pins. Puisant sa source dans les hauteurs du Pinde grec en Épire, ce cours d'eau est l'une des seules rivières sauvages qui subsistent encore là où le débit des principales rivières européennes est réduit par les barrages. C'est face à cette urgence que la lutte essaima de manière fulgurante. En quelques jours, la nouvelle se diffusa à travers le pays et au-delà de ses frontières.

Depuis, le terme « *Flamingo Revolution* » a fait irruption sur les chaînes d'actualités. Les réseaux sociaux ont massivement retranscrit l'avancée du mouvement et ont également exhorté les membres de la diaspora albanaise à prendre part à des marches pacifiques à l'instar de celles qui se tiennent à Tirana et ailleurs. Par capillarité, la lutte s'est disséminée auprès des ressortissants albanais au-delà des frontières et plusieurs villes d'Europe ont vu les foules défiler en soutien de la cause albanaise.

Il est essentiel de rappeler que l'île de Sazan n'est pas du ressort du domaine privé. Il incombe donc aux albanais eux-mêmes de dicter la conduite des opérations. S'ils refusent d'avaliser ce projet, alors l'entreprise devra être écourtée. De surcroît, l'Albanie ne jouit pas d'un large réseau d'îles. En effet, Sazan est l'unique île que le pays possède. Ainsi, face à l'hydre des exploitants immobiliers, Sazan est devenu le dernier bastion d'une lutte pour la souveraineté du territoire albanais.

## LA GENÈSE DE LA « *LAW ON STRATEGIC INVESTMENTS* »

Depuis le début, les citoyens albanais n'ont pas voix au chapitre quant à la conduite de cette opération de rachat. En effet, Jared Kushner reçut un passe-droit en exploitant une zone grise du système juridique albanais (NPR, 2026). Le gouvernement a décrété l'officialisation d'une loi facilitant les investissements étrangers dans le pays. Dénommée « Law on Strategic Investments », cette nouvelle législation accorde un allègement bureaucratique qui permettrait aux investisseurs étrangers d'être exempts de toutes les formalités encombrantes et chronophages qui freineraient un quelconque investissement en Albanie. Cette loi permet également aux investisseurs de prendre le contrôle de territoires appartenant à l'État albanais lui-même et non pas simplement des propriétés privées.

Cette loi s'applique sur plusieurs domaines dont, notamment celui du tourisme. Les projets étant éligible à cette loi perçoivent une aide de l'État albanais. La date d'expiration de cette loi fut repoussée au 31 décembre 2026, assurant, ainsi, que le projet Kushner coïncide avec les conditions d'application de cette loi.

Cette loi est une aubaine pour Jared Kushner car elle lui octroie un passe-droit pour outrepasser la bureaucratie contraignante du système juridique albanais. En février 2024, des premières modifications de la loi sur les zones protégées ont été apportées pour faciliter l'exploitation du projet Kushner. Le 22 février 2024, la loi 21/2024 est promulguée. Cette loi entérina la possibilité de créer des constructions luxueuses sur des sites autrefois intouchables. Cependant, cette loi contrevient aux règles de l'Union Européenne. La Commission européenne a même remis à l'ordre l'Albanie et indiquant, qu'en l'état, la loi l'empêche d'intégrer le cercle restreint de l'UE. Néanmoins, pendant ce temps, les constructions avancent à vive allure. Pour Aleksander Trajçe, directeur du PPNEA, convié à Strasbourg pour l'occasion, le mal est déjà fait. Des experts corroborent ce constat en ajoutant qu'il faudra des siècles pour que les dunes se reforment par elle-même.

## CE QUE CETTE CRISE RÉVÈLE DE PLUS PROFOND

Cette crise met en péril l'ascension démocratique de l'Albanie (DW, 2026). En effet, cela peut sûrement décrédibiliser, délégitimer et mettre en doute la vivacité de la démocratie albanaise. Bien que le multipartisme soit indubitable depuis 1991, cette récente controverse met en lumière treize ans de relatif échec politique pour l'indéboulonnable Edi Rama. Ces récents événements montrent à quel point l'avènement d'une démocratie saine et intégrale en Albanie semble être fragilisé.

Face au manque d'opportunités, beaucoup d'Albanais plient bagage et déménagent en Europe. Ils vont souvent résider dans des pays où le mode de vie est plus affluent comme en Allemagne, en France ou au Royaume-Uni. Ces années de sacrifices génèrent de la lassitude et cette affaire sert de catalyseur pour les albanais mécontents qui veulent se délester d'une bureaucratie avec laquelle ils sont en désaccord visible. À partir de cette minuscule étincelle, tout un mécanisme de recalibrage politique pourrait se mettre en branle dans une société où les garde-fous démocratiques diminuent comme peau de chagrin.

Depuis l'annonce de ce projet, Tirana est devenue une véritable poudrière. Les tensions se sont parfois exacerbées. Aux aguets sur la place Skanderbeg, la police albanaise a tenté de disperser les manifestants armés de cocktails Molotov et de feux d'artifices en utilisant des canons à eau (Al Jazeera, 2026). Ces derniers se dirigeaient vers le bureau d'Edi Rama, puis vers le Parlement albanais. Une trentaine d'entre eux fut arrêtée et ce fut l'occasion pour le ministre de l'intérieur Albana Kociu de condamner ces « actes de vandalisme » (Al Jazeera, 2026). Les réseaux sociaux se sont emparés du phénomène et on agit comme une véritable caisse de résonance pour la cause. Les récents soubresauts ayant embrasé le pays mettent en exergue les années de disettes et la gabegie financière sous lesquelles les albanais de basse extraction ploient depuis des décennies. Depuis plusieurs années éprouvantes, les services publics se détériorent. La couverture sociale est tout du moins lacunaire car les Albanais doivent débourser de leur poche en moyenne 48% des soins.

Ce n'est pas tout. Les écoles et les hôpitaux sont mis en lumière comme étant défaillants. À cela s'adjoint le rude train de vie qui est parsemé de difficultés économiques et d'une hausse accrue du prix des produits de première nécessité. Les prix des loyers dépassent l'entendement pour certains. C'est la trame de fond qui sous-tend la grogne générale en Albanie.

## CONCLUSION

Il y a une mésentente lancinante qui dépasse le simple cadre de l'actualité. Les vieilles chimères d'un système politique obsolète resurgissent et se décuplent sous le poids de décennies d'amertumes. Les citoyens albanais ont pris ombrage des décennies d'abandon et des réformes parcellaires du gouvernement. Ils espéraient que le gouvernement prennent acte de leurs revendications pour rasséréner son peuple et rectifier les vexations subies, mais Edi Rama persiste et signe en faveur du couple Kushner-Trump. Cette position lui a valu quelques remontrances. Cet épisode a fini par jeter l'opprobre sur son gouvernement, lui qui siège depuis 2013 à la tête du pays.

Cet épisode à émaillé la confiance qui est censée lier entre eux le premier ministre et ses citoyens. De plus, nombreux sont ceux qui craignent le courroux du premier ministre et les représailles potentielles. Cependant, ils ne perdent pas espoir et la lutte continue de battre son plein.
L'Albanie saura-t-elle faire déjouer les plans des magnats de l'immobilier chapeautés par les *desiderata* de Donald Trump ? En attendant, les albanais se fantasment comme cette *City Upon a Hill* qui met à mal les grandiloquents plans d'expansion de l'*Affinity Firm* de Jared Kushner (Euronews, 2025). En tenant tête aux projets du géant étasunien, les Albanais se dressent comme des parangons de justice et de démocratie.

En somme, nous remarquons que la corruption et l'entre soi politique ont planté les germes de la *Flamingo Revolution*. Si d'aventure, cette crise venait à empirer, nous pourrions peut-être assister au déclin du mandat d'Edi Rama. Certains supposent que cette révolution pourrait sortir l'Albanie de sa torpeur économique et l'aider à se départir du fléau de la corruption endémique. Mais alors, que dire ? Que faire ? Que penser ? En attendant d'apporter une réponse définitive à ces interrogations, les albanais ne se font pas prier pour véhiculer leur message. Est-il temps pour le *demos* albanais de se réapproprier le *kratos* politique ? Ce concept de démocratie ayant pris racine dans un territoire adjacent, la Grèce antique, se voit revigoré dans les mains d'un peuple qui ambitionne de faire table rase d'un système qui n'est plus en adéquation avec ses aspirations.

En conclusion, cette histoire de construction touristique est perçue comme l'arbre qui cache la forêt. Le peuple souhaite avant tout endiguer la corruption en légiférant pour plus de transparence politique tout en assurant la survie de l'écosystème de Sazan. Pour les Albanais, cette tentative d'appropriation territoriale s'apparente à de la spoliation. Dépossédés de leurs terres, ils se sentent floués par une entreprise lucrative qui aura des dégâts irréversibles sur leur écosystème. De surcroît, les retombées économiques seront circonscrites uniquement aux touristes les plus aisés tandis qu'il n'y verront pas le moindre kopeck. En autre, les albanais lambda seront vraisemblablement mis au ban de ce projet exorbitant et ils ne profiteront pas de l'usufruit d'une telle infrastructure. C'est donc tout un raisonnement sur la rentabilité de ce projet qui prend forme. Les manifestants augurent qu'il ne pourront même pas percevoir une modique part de ses investissements exorbitants qui plafonnent à 1,4 milliards de dollars. Une chose est sûre, dans le périmètre de Sazan, les allées et venues seront méticuleusement filtrées. Cela s'explique par la clientèle élitiste qui est ciblée pour ce type d'infrastructure. Le *resort* se veut très huppé et, donc, inaccessible pour les albanais moyens. En effet, l'accès à l'île est régi par un système d'exclusivité. Seuls ceux qui sont détenteurs d'un droit de passage exclusif seront admis. Cela nous invite à nous demander si les albanais profiteront-ils véritablement du fruit de ce projet touristique ? Selon les manifestants, tout porte à croire que non.

Image n°6 : Vue depuis l'île de Sazan
© Wikimedia commons/Hotolmo22



# BIBLIOGRAPHIE


**Articles de presse**

AFP and Reuters. (s. d.). *Thousands protest in Albania against coastal resort linked to Jared Kushner.* Al Jazeera. Consulté le 9 juillet 2026, à l'adresse https://www.aljazeera.com/news/2026/6/4/thousands-protest-kushner-linked-coastal-resort-project-in-albania

Feitelberg, R. (s. d.). *Albanian designers speak out on Trump-linked project, « Flamingo Revolution ».* MSN. https://www.msn.com/en-us/news/world/albanian-designers-speak-out-on-trump-linked-project-flamingo-revolution/ar-AA25iAfD?ocid=BingNewsSerp

SBS News. (2026, juin 18). *It's one of the world's rare wild places. A Trump-linked plan has sparked a revolt.* https://www.sbs.com.au/news/article/albania-protest-jared-kushner-ivanka-trump-sazan-island/c75gos7sj

Lee, D. D. (s. d.). *Clashes in Albania as protesters demand PM Rama resign. Al Jazeera.* Consulté le 9 juillet 2026, à l'adresse https://www.aljazeera.com/news/2026/2/21/clashes-in-albania-as-protesters-demand-pm-rama-resign

The Associated Press. (2026, juin 4). *Plans for a Trump family-linked resort spark protests in Albania.* NPR. https://www.npr.org/2026/06/04/g-s1-125926/albania-protests-trump-family-linked-resort

Al Jazeera. (s. d.). *Thousands rally in Serbia against Trump son-in-law's real estate project.* Consulté le 9 juillet 2026, à l'adresse https://www.aljazeera.com/news/2025/3/24/thousands-rally-in-serbia-against-trump-son-in-laws-real-estate-project

**Publications d'Organisations Non Gouvernementales (ONG)**

BirdLife International. (2026, juin 2). *Albania is destroying a protected wild coast for President Trump's son-in-law—And lying to parliament about it.* https://www.birdlife.org/news/2026/06/02/albania-is-destroying-a-protected-wild-coast-for-president-trumps-son-in-law-and-lying-to-parliament-about-it/

BirdLife International. (2026, mai 7). *Illegal bulldozers are destroying one of Albania's most precious wild places.* https://www.birdlife.org/news/2026/05/07/illegal-bulldozers-are-destroying-one-of-albanias-most-precious-wild-places/

BirdLife International. (2026, juin 17). *European Parliament backs nature as Albania's Flamingo Protests reaches Strasbourg.* https://www.birdlife.org/news/2026/06/17/press-release-european-parliament-backs-nature-as-albanias-flamingo-revolution-reaches-strasbourg/

BirdLife International. (2026, juin 16). *Vjosa-Narta : Europe's last wild coast.* https://www.birdlife.org/news/2026/06/16/vjosa-narta-europes-last-wild-coast/

**Sitographie**

Albconnection. (2026, juin 4). *Albania Is Not For Sale. Neither Is Its Wildlife.* https://albconnection.com/alb-news/albania-wildlife-sazan-vjose-narta-resort-threat/

The Flamingo Revolution. (s. d.). *The Flamingo Revolution.* Consulté le 18 juin 2026, à l'adresse https://theflamingorevolution.com/

# ROUMANIE : LA DÉMOCRATIE À LA MERCI DE L'AUSTÉRITÉ

RÉDIGÉ PAR PIERRE DEMESSE



Image n°7 : Emmanuel Macron, lors de son discours sur la doctrine nucléaire française, devant le sous-marin nucléaire « Le Téméraire », à la base opérationnelle de l'île Longue (Finistère), le 2 mars 2026. © KAMIL ZIHNIOGLU POUR « LE MONDE »

Le 5 mai 2026, dans les murs de l'imposant Palais du Parlement de Bucarest, 281 voix ont fait tomber un gouvernement de coalition investi à peine un an plus tôt. Rien de bien impressionnant quand on sait qu'Ilie Bolojan est le septième Premier ministre renversé de cette façon depuis la chute de Ceaușescu en 1989. En revanche, la composition de la majorité d'opposition, une majorité de circonstance, est bien singulière. Elle affiche des élus sociaux-démocrates, héritiers du parti unique, votant main dans la main avec des élus d'une formation d'extrême droite eurosceptique et pro-russe que la coalition sortante s'était juré de tenir à l'écart du pouvoir. Ce vote semble sonner le glas d'une union hétéroclite qui n'avait de raison d'être que l'urgente nécessité de faire barrage à une extrême droite en pleine ascension après une séquence inédite qui a vu l'annulation d'une élection présidentielle sur fond d'ingérence russe. Depuis, aucune majorité ne parvient à se dégager et la paralysie à laquelle fait face la Roumanie n'est pas sans rappeler celle que la France connaît depuis désormais deux ans et la dissolution ratée de 2024 : un Parlement fragmenté, des gouvernements en quête de majorité, une extrême droite à l'affût, le tout sur fond de délabrement économique.

Derrière la crise politique roumaine se cache en effet une crise budgétaire d'ampleur et un déficit public avec lequel le pays se bat depuis plusieurs années et qui a culminé à 9,3 % du PIB en 2024, bien au-delà des seuils tolérés par l'Union européenne (UE). Alors que le vingtième anniversaire de l'adhésion du pays à l'UE arrive le 1er janvier 2027, la Roumanie se trouve prise dans un paradoxe. Les engagements européens du pays et les réformes qu'ils exigent précipitent la montée en puissance de forces eurosceptiques qui bénéficient d'un climat de crise qui semble déshonorer les forces politiques pro-européennes.

## UN CONTEXTE POLITIQUE TENDU : BILAN DES FORCES POLITIQUES EN JEU

Pour comprendre la crise politique, il est nécessaire de comprendre la toile de fond dans laquelle elle introduit une rupture. Les équilibres politiques en Roumanie se trouvent profondément bouleversés depuis l'élection présidentielle de fin 2024 de laquelle émerge la figure de l'indépendant populiste Călin Georgescu.

S'il était connu pour ses propos obscurantistes et conspirationnistes, c'est surtout sa proximité avec la Russie et l'utilisation de TikTok qui ont conduit à l'annulation du scrutin, deux jours avant le second tour. Cette décision est intervenue après plusieurs recours devant la Cour constitutionnelle, dont certains s'appuyaient sur des renseignements déclassifiés évoquant une campagne d'influence assimilable à une ingérence étrangère. Inculpé en février 2025 pour pas moins de six chefs d'accusation, parmi lesquels son soutien à des organisations fascistes et de fausses déclarations sur le financement de sa campagne et sur son patrimoine, Călin Georgescu voit sa candidature à l'élection présidentielle nouvellement organisée rejetée par le Bureau électoral central en mars 2025, une décision ensuite confirmée par la Cour constitutionnelle. George Simion, cofondateur et président du parti d'extrême droite Alliance pour l'unité des roumains (AUR) ayant dénoncé cette inéligibilité et déjà candidat lors de la première session de l'élection présidentielle en 2024, se pose comme son digne successeur et arrive en tête du premier tour le 4 mai 2025 (avec un score de 40,9 %), bénéficiant du report des voix s'étant exprimées pour Georgescu à l'automne. Au second tour le candidat, pourtant favori, est battu par Nicușor Dan, maire libéral de Bucarest qui bénéficie alors d'une large coalition de droite et de centre-droit et l'emporte avec 53,6 % des voix. Sa campagne s'axe sur la poursuite du combat contre la corruption et la réforme de l'administration publique, des thématiques qui sous-tendent la crise politique que traverse le pays aujourd'hui.

Après l'élection de Nicușor Dan le 18 mai 2025, plusieurs semaines de négociations aboutissent à une coalition entre quatre partis que tout oppose. Celle-ci réunit le Parti social-démocrate (PSD, héritier du parti unique), le Parti national libéral (PNL) de Ilie Bolojan, président par intérim du 12 février au 26 mai 2025 ayant pris la suite de Klaus Iohannis alors président depuis 2014, l'Union sauvez la Roumanie (USR) et l'Union démocrate magyare de Roumanie, parti de la minorité hongroise (UDMR). Cette coalition baroque de partis pro-européens affiche alors un seul but : l'opposition à l'AUR dans un mandat tournant ouvert par un gouvernement à la tête duquel Ilie Bolojan, Premier ministre libéral, allait poursuivre la voie sur laquelle s'était engagé le pays pour réduire son déficit public avant de céder la main à un gouvernement PSD en avril 2027 pour la seconde moitié du mandat présidentiel.

Un attelage fragile donc, qui n'est pas motivé par un autre projet commun que le refus de l'AUR et dont la cohésion a été mise à rude épreuve dès les premiers mois par l'ampleur du redressement budgétaire à mener.

## LA CHUTE DU GOUVERNEMENT : LE PRIX D'UNE AUSTÉRITÉ QUI NE PASSE PAS

Pays le moins exemplaire de l'Union européenne en matière de déficit public, la Roumanie fait l'objet d'une procédure européenne de déficit excessif[1] depuis 2020. Avec un déficit public qui a culminé à 9,3 % de son PIB en 2024[21], le pays est engagé dans la voie de l'austérité budgétaire depuis plusieurs années maintenant, limitant une croissance timide, inférieure à 1 % et principalement motivée par les investissements européens. Les budgets des années 2025 et 2026 ont affiché des objectifs de réduction du déficit assez ambitieux (l'objectif des 7 % de déficit public a été fixé en 2025, puis reconduit en 2026 après que le déficit 2025 soit resté nettement au-dessus de l'objectif visé, entre 7,9 % et 8,5 % du PIB selon les sources[3]) et le président Nicușor Dan a présenté au pays un projet de réforme d'un secteur public roumain gangréné par un clientélisme politique qui sacrifie son efficacité. Cette réforme conjuguant l'impératif de redressement économique à la lutte pour l'efficacité administrative et contre la corruption, induit une transformation de ces systèmes de pouvoirs domestiques fondés sur le contrôle de l'État en dépolitisant et professionnalisant les entreprises publiques de certains secteurs comme l'énergie et les transports.

1 Procédure de surveillance de l'Union européenne envers les États dépassant les seuils de 3 % du PIB de déficit public et 60 % du PIB de la dette publique. Le Conseil de l'Union européenne adresse au pays des recommandations pour corriger sa situation budgétaire dans un certain délai, sans quoi le pays visé peut s'exposer à des sanctions ou dans le cas présent, un déni d'accès à certains fonds européens conditionnés à des transformations importantes dans différents domaines.

2 Eurostat, « Déficit public de 3,1 % du PIB dans la zone euro et de 3,2 % dans l'UE », communiqué de presse Euro-indicateurs, 22 avril 2025, disponible sur : https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/2-22042025-ap

3 L'objectif d'un déficit public à 7 % du PIB a été fixé en 2025 dans le cadre du plan de consolidation budgétaire négocié avec la Commission européenne, qui prévoyait 7,5 % en 2025 puis 7 % en 2026 (Eastrategie, « Roumanie : vers une consolidation budgétaire ambitieuse en 2025 », https://www.eastrategies.fr/roumanie-vers-une-consolidation-budgetaire-ambitieuse-en-2025/). Cet objectif a été reconduit pour 2026 après que le déficit constaté pour 2025 est resté nettement supérieur à la cible, les estimations variant entre 7,9 % du PIB selon la méthodologie SEC 2010 retenue par la Commission européenne (Commission européenne, Economic Forecast for Romania, mai 2026, https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-member-states/country-pages/romania/economic-forecast-romania_en) et 8,5 % du PIB selon les projections de Fitch Ratings (Fitch Ratings, note du 10 octobre 2025, citée par Le Petit Journal Bucarest, https://lepetitjournal.com/bucarest/actualites/fitch-le-deficit-budgetaire-de-la-roumanie-devrait-baisser-85-du-pib-424210).

Héritier du parti unique, le PSD est profondément inséré dans ces réseaux politiques locaux qui irriguent depuis des décennies les grandes entreprises publiques du pays et où le parti a longtemps placé ses cadres. C'est donc sur ce terrain que la coalition a fini par se fissurer à la mi-avril 2026, à la présentation d'un projet de réforme de 22 entreprises publiques déficitaires qui affichent à elles seules un cumul de 800 millions d'euros de dette et plus de 200 millions d'euros de pertes en une seule année. Le plan prévoit une consolidation des entreprises stratégiques, une restructuration ou fermeture de certaines autres et l'introduction en bourse de certaines entreprises publiques rentables. Le PSD s'y oppose frontalement, invoquant la sécurité nationale et dénonçant ne jamais avoir été consulté au sein de la coalition quant à la dynamique de privatisation partielle. Le désaccord institutionnel se double d'une inflation galopante à près de 10 % qui résonne dans une consommation des ménages en recul et, coup fatal, une division par deux des prévisions de croissance du Fonds Monétaire Internationale (FMI) passant de 1,4 % à 0,7 %. Le leader du PSD accuse donc le Premier ministre Bolojan d'être responsable de l'effondrement accéléré de l'économie roumaine et le parti vote en interne le retrait de la confiance accordée à Bolojan. Le 23 avril, sept ministres sociaux-démocrates démissionnent, privant le gouvernement de sa majorité parlementaire. De son côté le président Dan appelle au calme et rappelle la nécessité de réformes sans lesquelles le pays se trouverait rapidement privé de certains fonds européens. Le Premier ministre Bolojan décide de se maintenir à la tête d'un gouvernement minoritaire qui est très vite exposé à une motion de censure conjointe du PSD et de l'AUR, le 5 mai 2026 et votée à 281 voix, bien au-delà des 233 nécessaires. Le refus de coopérer avec l'extrême droite a donc volé en éclats et le pays se trouve dans une situation politique paralysante de laquelle le camp politique de Simion ne peut sortir que vainqueur, pointant du doigt d'un côté l'ingérence de Bruxelles dans les affaires économiques du pays et l'austérité qu'elle impose, de l'autre l'incapacité chronique des partis traditionnels à apporter des solutions aux Roumains qui doivent supporter l'inflation et les coupes budgétaires et risquent bientôt de se voir refuser l'accès à certains fonds européens.

## L'AUR, GRANDE GAGNANTE D'UNE CRISE DONT ELLE ÉTAIT EXCLUE

Deux mois après la chute de Bolojan, la Roumanie reste sans gouvernement opérationnel et les tractations pour le successeur se heurtent sur les mêmes lignes de fracture qui ont eu raison du premier gouvernement. La coalition a déjà essuyé deux échecs successifs : Eugen Tomac s'est retiré début juin faute d'une majorité et la candidature d'Adrian Vestea a été rejetée le 22 juin dernier. Nicușor Dan se trouve dans une position affaiblie et dans laquelle il reste arbitre d'une situation qui demeure insoluble pour le moment. Le nœud du blocage reste le même qu'en avril et le PSD n'accepte une rotation à la tête du gouvernement que s'il en est le premier bénéficiaire alors que le PNL, l'USR et l'UDMR défendent la primauté de leur candidat. Un scénario de gouvernement de trêve, dans lequel le gouvernement chercherait encore davantage de compromis, a été étudié début juillet, réunissant PSD, PNL et UDMR sans l'USR afin de ménager les sociaux-démocrates dont l'USR est le plus opposé, sans suite puisque les dernières tractations semblent faire état d'un duel entre le candidat PSD Sorin Grindeanu et Siegfried Mureșan soutenu par les trois autres composantes de la coalition. Les sociaux-démocrates accusent désormais leurs anciens partenaires de vouloir maintenir le pays dans la crise tandis que le président Dan envisage un retour aux urnes par des élections législatives anticipées.

Ironie de l'histoire, de cette paralysie, le seul acteur qui en ressort grandit sans jamais avoir eu à gouverner est l'AUR de George Simion, contre laquelle s'était bâtie la coalition pro-européenne. En votant la censure du 5 mai aux côtés du PSD, l'extrême droite a fait sauter un verrou que tous les partis européens s'étaient pourtant engagés à maintenir : le refus de coopérer, même occasionnellement, avec elle. De cette crise, le parti pourrait grandement tirer profit lors des prochaines élections parlementaires qui devraient se tenir en 2028, alors que le parti était déjà à la tête des sondages en 2025 et que la menace d'élections anticipées plane afin de faire renaître une Chambre des députés de laquelle serait supposément issue une nouvelle majorité.

Pour le camp européen en revanche, il risque d'être d'autant plus difficile de s'afficher uni contre l'AUR et plus généralement contre l'extrême droite si la crise politique et économique dans laquelle est plongée la Roumanie persiste et alors que les différends au sein de la coalition ouvrent des plaies qui auront du mal à être pansées en période de campagne électorale. L'enjeu des fonds européens reste crucial et rend compte d'une crise qui dépasse la seule politique intérieure. Le président Dan a rappelé dès avril que sans nouvelles réformes, la Roumanie courait le risque de perdre l'accès à plus de 10 milliards d'euros de fonds européens.

## CONCLUSION

Vingt ans après avoir rejoint l'Union européenne, tournant la page de son passé communiste, la Roumanie s'apprête à fêter cet anniversaire dans un climat que personne n'aurait souhaité à Bucarest. Si le pays n'est pas étranger à l'instabilité gouvernementale, la séquence ouverte par l'annulation de l'élection présidentielle en décembre 2024 marque une rupture. Elle a vu le PSD, pilier de la vie politique roumaine depuis la chute du communisme, délaisser le compromis pour s'engager dans la compromission et rallier ses voix à celles de l'extrême droite pour faire tomber une coalition qu'il avait rejointe un an plus tôt précisément pour lui faire barrage.

La capacité du parti de Simion à faire et défaire des majorités sans gouverner en fait le bénéficiaire d'une crise de laquelle il a sciemment été exclu, validant son discours populiste anti-establishment auprès d'un électorat las des querelles entre partis traditionnels et réceptif à un récit qui capte d'autant mieux le mécontentement social que l'État peine à investir depuis des années dans ce qui pourrait pourtant désamorcer la montée en puissance de l'extrême droite, à savoir des services publics solides et notamment une école en mesure de fournir les outils critiques face à la désinformation. Faute de quoi chaque nouvelle coupe budgétaire présentée comme la condition de stabilité européenne risque paradoxalement de nourrir les forces qui rêvent de s'affranchir de l'UE. Les réformes voulues par Bruxelles pour redresser des finances publiques exsangues ont fini par fissurer un bloc pro-européen qui peine à se réorganiser. Trois mois après la chute d'Ilie Bolojan, aucune issue ne se dessine clairement et la menace d'un retour aux urnes duquel l'AUR sortirait vainqueur, plane.

Image n°8 : Ilie Bolojan pendant le vote de censure à Bucarest (5 mai 2026) © Vadim Ghirda/Ap/SIPA



# BIBLIOGRAPHIE

**Articles de presse**


Agence France-Presse. (2026, 23 avril). *Roumanie : les sociaux-démocrates annoncent leur départ du gouvernement, désormais fragilisé.* France 24. https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20260423-roumanie-les-sociaux-d%C3%A9mocrates-annoncent-leur-d%C3%A9part-du-gouvernement-d%C3%A9sormais-fragilis%C3%A9

Bévis, F. (2025, 10 juin). *Roumanie : vers une consolidation budgétaire ambitieuse en 2025.* Eastrategies. https://www.eastrategies.fr/roumanie-vers-une-consolidation-budgetaire-ambitieuse-en-2025/

Blackburn, G. (2026, 5 mai). *La coalition roumaine pro-UE s'effondre après l'échec du vote de défiance du premier ministre.* Euronews. https://fr.euronews.com/my-europe/2026/05/05/la-coalition-roumaine-pro-ue-seffondre-apres-lechec-du-vote-de-defiance-du-premier-ministr

Budu, D. (2026, 19 avril). *La semaine du 13 au 19 avril 2026.* Radio România Internațional. https://www.rri.ro/fr/actualites/cette-semaine-en-roumanie/la-semaine-du-13-au-19-avril-2026-id1007212.html

Cristea, C. (2026, 21 avril). *Crise politique en Roumanie.* Radio România Internațional. https://www.rri.ro/fr/actualites/les-dossiers-de-lactualite/crise-politique-en-roumanie-id1008501.html

Ilie, L. (2026, 20 avril). *Roumanie : le principal parti de la coalition va demander la démission du PM.* Reuters/Boursorama. https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/roumanie-le-principal-parti-de-la-coalition-va-demander-la-demission-du-pm-48cf1f189c31eb144e61f6c1a59fec29

Lepetitjournal Bucarest. (2025, 12 octobre). *Fitch : le déficit budgétaire de la Roumanie devrait baisser à 8,5 % du PIB.* Le Petit Journal. https://lepetitjournal.com/bucarest/actualites/fitch-le-deficit-budgetaire-de-la-roumanie-devrait-baisser-85-du-pib-424210

Lepetitjournal Bucarest. (2026, 25 mai). *Roumanie : Nicușor Dan prêt à nommer un premier ministre indépendant.* Le Petit Journal. https://lepetitjournal.com/bucarest/actualites/roumanie-nicusor-dan-pret-nommer-un-premier-ministre-independant-444408

Lepetitjournal Bucarest. (2026, 13 juillet). *Le blocage politique continue en Roumanie, aucun accord sur le Premier ministre*. Le Petit Journal. https://lepetitjournal.com/bucarest/actualites/le-blocage-politique-continue-en-roumanie-aucun-accord-sur-le-premier-ministre-447517

Pelin, M. (2026, 16 avril). *Une prochaine crise politique en Roumanie ?* Radio România Internațional. https://www.rri.ro/fr/actualites/les-dossiers-de-lactualite/une-prochaine-crise-politique-en-roumanie-id1006743.html

**Rapports et études**

Całus, K. (2025, 24 juin). *New government in Romania: A grand coalition facing major challenges.* OSW Centre for Eastern Studies. https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/analyses/2025-06-24/new-government-romania-a-grand-coalition-facing-major-challenges

Colibășanu, A. (2026, 6 mai). *À Bucarest, le populisme en embuscade après la chute du bloc pro-européen.* Sciences Po CEVIPOF. https://www.sciencespo.fr/cevipof/fr/actualites/a-bucarest-le-populisme-en-embuscade-apres-la-chute-du-bloc-pro-europeen/

**Sources institutionnelles et officielles**

Commission européenne. (2026, mai). *Economic forecast for Romania.* https://economy-finance.ec.europa.eu/economic-surveillance-eu-member-states/country-pages/romania/economic-forecast-romania_en

Eurostat. (2025, 22 avril). *Déficit public de 3,1 % du PIB dans la zone euro et de 3,2 % dans l'UE* [Communiqué de presse Euro-indicateurs]. https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/2-22042025-ap

**Sitographie et bases de données**

*Roumanie : le gouvernement renversé par une alliance entre sociaux-démocrates et extrême droite.* (2026, 5 mai). Touteleurope.eu. https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/roumanie-le-gouvernement-renverse-par-une-alliance-entre-sociaux-democrates-et-extreme-droite/

*Roumanie : Politique, Relations avec l'UE, Géographie, Économie, Histoire. (2026, 6 juillet).* Touteleurope.eu. https://www.touteleurope.eu/pays/roumanie/

# DOSSIER

## *LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL*




© Vogue France

## SOMMAIRE

**26** INTRODUCTION
*Julien Durand*

**27** CARTON ROUGE POUR LE CLIMAT : L'ENVERS DU DÉCOR DU MONDIAL 2026
*Eloïse Borde*

**32** LA COUPE DU MONDE 2026 : OUTIL D'INCLUSION MONDIALE OU REFLET DES TENSIONS POLITIQUES ?
*Babungu Maya Elysée-Grâce*

**37** WASHINGTON ET LE *SPORTSWASHING* : LA COUPE DU MONDE COMME OUTIL DE PROPAGANDE
*Larnaout Jilani*

# Introduction

**RÉDIGÉ PAR JULIEN DUDRAND**

Le 11 juin 2026 débutait la 23e Coupe du monde de football de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) à l'Estadio Azteca de Mexico, où le pays hôte affrontait l'Afrique du Sud. Cette édition s'est achevée le 19 juillet au MetLife Stadium, dans le New Jersey, consacrant l'Espagne championne du monde. Ce Mondial marque aussi une rupture historique au niveau de l'échelle du tournoi. Pour la première fois, la compétition s'est déroulée simultanément dans trois pays : les États-Unis, le Canada et le Mexique. Réunissant 48 équipes, contre 32 lors des éditions précédentes, il s'agit ainsi de la plus grande Coupe du monde jamais organisée.

Cette échelle inédite s'inscrit dans la continuité d'une compétition centenaire, en constante expansion depuis sa création. En 1930, l'Uruguay accueillait la toute première édition avec seulement treize nations participantes. Le format a ensuite connu plusieurs évolutions : 16 équipes à partir de la Suisse en 1954, 24 lors de l'Espagne 1982, puis 32 à compter de la France 1998, resté inchangé jusqu'au Qatar 2022. Chacun de ces élargissements a été présenté par la FIFA comme une étape supplémentaire vers un football plus universel et inclusif. L'édition 2026 suit ce même discours, revendiquant sa volonté de faire de la compétition l'un des événements sportifs les plus ouverts de son histoire.

Cependant, cette édition s'est également distinguée par une série de controverses révélant les limites de cette inclusion. Dès les premiers jours, l'arbitre somalien Omar Abdulkadir Artan, pourtant détenteur d'un visa valide, s'est vu refuser l'entrée du territoire américain, l'administration Trump évoquant des liens présumés avec des organisations terroristes. La sélection iranienne, quant à elle, a dû composer avec les tensions diplomatiques opposant Téhéran à Washington, étant contrainte d'installer son camp de base au Mexique plutôt qu'aux États-Unis.

Ces épisodes ne sont pas isolés. Ils s'inscrivent dans un ensemble de tensions plus large, que ce dossier se propose d'explorer à travers trois angles complémentaires : l'instrumentalisation de l'événement à des fins de *sportswashing* par l'administration Trump, l'empreinte environnementale d'un Mondial devenu le plus polluant de l'histoire de la compétition, et enfin les rivalités géopolitiques que la compétition a mises en lumière, entre politiques migratoires restrictives et symboles diplomatiques.

Enfin, l'actualité la plus récente confirme que la crise ne s'arrête pas au coup de sifflet final du 19 juillet. En effet, dès le 28 juillet 2026, la FIFA a dévoilé un projet de société commerciale très controversé, la FIFA Forward Enterprise, ouvrant potentiellement la gestion de ses compétitions à des investisseurs privés. Face au rejet unanime de l'Union des associations européennes de football (UEFA) et de la Confédération de football d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes (CONCACAF), le projet a été retiré une semaine plus tard. Mais le 6 août, l'UEFA a annoncé maintenir son boycott des compétitions organisées par la FIFA, dont les prochaines Coupes du monde, exigeant des garanties que de telles tentatives ne se reproduisent plus. Ainsi, loin de se refermer avec la fin de la compétition, cette crise confirme que le football mondial reste un théâtre de rapports de force même en dehors du terrain.

# CARTON ROUGE POUR LE CLIMAT : L'ENVERS DU DÉCOR DU MONDIAL 2026

RÉDIGÉ PAR ELOÏSE BORDE




Image n°10 : La Coupe du monde 2026 Crédit Photo © Icon Sport

La 23e édition de la Coupe du Monde, en 2026, soulève une contradiction majeure au regard des engagements pris par ses organisateurs. En effet, dans leur dossier de candidature déposé en 2018, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont promis d'organiser « la Coupe du Monde la plus verte » et « la moins émettrice de carbone de l'ère moderne » (FIFA, 2018). Huit ans après, alors que cette Coupe du Monde s'est clôturée, de nombreuses études convergent vers une conclusion inverse : ce Mondial serait l'édition la plus polluante de l'histoire de cette compétition. Entre risques environnementaux accrus, *greenwashing* institutionnel et outil de *soft power*, la compétition se déroulant sur le continent de l'Amérique du Nord révèle les limites d'un modèle sportif à bout de souffle et le fossé entre les discours des instances et la réalité sur le terrain.

## UN MONDIAL HORS NORMES, UNE EMPREINTE CARBONE SANS PRÉCÉDENT

Un premier facteur qui permet d'expliquer cette dérive écologique réside dans le nouveau gigantisme inédit de ce tournoi.

Pour cette 23e édition, la Fédération Internationale de Football Association (FIFA) a opéré un virage historique en faisant passer le nombre d'équipes participantes de 32 à 48. Cette expansion sans précédent cause alors une explosion du volume de matchs lors de ce tournoi : 104 rencontres sont alors programmées sur cinq semaines et demie avec une étape supplémentaire : les seizièmes de finale, alors que lors de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, seulement 64 matchs ont été disputés (FIFA, 2026). Tout logiquement, cette inflation du nombre d'équipes accueillies engendre une logistique plus développée. L'ajout de 16 équipes entraîne alors la venue de dizaine de milliers de supporters, de membres de staffs, de média et d'officiels supplémentaires venus des quatres coin de la Terre. Afin de répondre à cette affluence, le nombre de billets vendus a été sans précédent : près de sept millions sur l'ensemble de la compétition, ce qui semble avoir dépassé les attentes des autorités compétentes d'après le Président de la FIFA, Gianni Infantino (Kipka, 2026), contre moins de quatre million dans les éditions précédentes.

Outre l'augmentation du nombre d'équipes sélectionnées, la géographie de cette compétition constitue une véritable problématique environnementale dans l'organisation de ce Mondial. Pour la première fois de l'histoire de la Coupe du Monde, les matchs se sont réalisés simultanément dans trois pays différents : les États-Unis, le Canada et le Mexique. Dans ces trois pays, 16 villes ont été mobilisées afin d'accueillir les matchs dans des stades de « classe mondiale » (FIFA, 2018). Le problème majeur de cette organisation est la distance importante entre les différentes villes hôtes, de Vancouver à Miami à Mexico City, des milliers de kilomètres séparent ces villes. Et contrairement à certaines régions comme l'Europe ou l'Asie, l'Amérique du Nord manque cruellement d'infrastructures et de systèmes ferroviaires à grande vitesse permettant de relier ces grandes villes, le recours au transport aérien, étant le moyen de transport le plus émetteur de carbone, était alors la seule solution pour les millions de supporters mais aussi les équipes, le staff et les organisateurs. D'après une étude menée par le *New Weather Institute* publiée en juillet 2025, les émissions totales lors de cette compétition devait être d'environ 9,02 millions tonnes d'équivalent dioxyde de carbone ($CO_2$) ($tCO_2eq$), ce qui représente presque le double de la moyenne historique associée aux phases finales des autres éditions de cette compétition, alors que les pays hôtes estiment les émissions de carbone à seulement 3,6 millions $tCO_2eq$ (FIFA, 2018). D'après ce même rapport, les transports aériens représentent 7,72 millions $tCO_2eq$ du total estimé (New Weather Institute, 2025). Cela accroît non seulement la contribution de la compétition à la crise climatique, mais parallèlement cela met en évidence le décalage entre les engagements et les promesses climatiques de la FIFA et les réalités concrètes de l'organisation de ce Mondial.

En effet, le président de la FIFA lui-même n'a pas respecté les promesses environnementales de l'organisation. Lors des sept premiers jours du Mondial, Infantino a parcouru près de 19 200 kilomètres dans un jet privé afin de pouvoir assister à au moins deux rencontres par jour (Bono, 2026). Au bout de deux semaines, il a alors assisté à 24 matchs (image n°11).

Le jet privé (Gulfstream G650ER), mis à disposition par Qatar Airways, un sponsors de la compétition, dans lequel le président de la FIFA voyageait, affiche une consommation moyenne de carburant d'environ 1,817 litres par heures, ainsi ses déplacement ont donc généré environ 516 $tCO_2eq$, à titre de comparaison, les émissions annuelles moyennes de gaz à effet de serre (GES) par personnes s'élèvent à environ 6,56 $tCO_2eq$, on estime donc que les déplacement d'Infantino ont généré une quantité de $CO_2eq$ comparable à celle que pourrait produire environ 78 personnes sur une année entière (Horton et al., 2026). En outre, les équipes participant à ce Mondial ont dû elles aussi souvent se déplacer. L'Afrique du Sud par exemple, qui a disputé seulement quatre matchs, a émis environ 167,3 $tCO_2eq$ et aurait donc voyagé sur 5 800 kilomètres, ou encore la Tchéquie qui a voyagé sur environ 8 700 kilomètres. Certaines équipes sont, tout de même, mieux loties. La France a choisi Boston comme lieu de prédilection, sachant que les matchs des Bleus étaient proches (New York, Philadelphie et Boston), ce qui leur a permis de limiter leurs déplacements (Miliani & Aubert, 2026)




Image n°11 : Vol en jet privé lié à Infantino (Horton et al., 2026, BBC)

## DES RISQUES QUI DÉPASSENT LE SEUL BILAN CARBONE

Si l'impact environnemental de cette compétition se mesure d'abord par les millions de tonnes de CO2 provenant des déplacements, l'empreinte climatique du Mondial 2026 ne se résume pas à seulement cela. Le changement climatique s'est alors invité directement sur le terrain, portant de nombreux risques sanitaires et logistiques pour l'ensemble des acteurs de la compétition.

L'organisation de cette édition en plein cœur de l'été nord-américain pousse l'exposition des joueurs, arbitres et supporters à des conditions climatiques éventuellement dangereuses. En effet, selon le rapport du *New Weather Institute* de 2025, près d'un quart des matchs de la Coupe du Monde 2026 pourraient se disputer dans des environnements climatiques extrêmes, soit des températures élevées ou bien des forts taux d'humidité. Dans certaines villes hôtes du sud des États-Unis, telles que Dallas et Houston au Texas, et Miami en Floride, les températures ont dépassé les 30°C. Lors du match de la France contre l'Espagne à Dallas, les thermomètres ont enregistrés une température de 33°C (Valleau, 2026), ou bien à Houston dans le stade NRG où les températures ont aussi dépassé les 30°C lors des matchs, causant alors des « pauses fraîcheur » obligatoires. Cette décision prise par la FIFA d'organiser les matchs entre juin et juillet place l'évènement sportif le plus suivi au monde sur la trajectoire de la saison des ouragans, des pics d'incendies de forêts et d'épisodes de chaleur extrême. Cela à été observé lors du match que la France disputait contre l'Irak le 22 juin à Philadelphie. Lors de la mi-temps, le match a été stoppé pendant une durée de 30 minutes lorsque des éclairs ont été détectés proches du stade, puis le match a été suspendu après qu'une très forte pluie se soit abattue sur la ville (J.F., 2026). Ce rassemblement de millions de personnes (visiteurs, joueurs, population locale) dans ces régions d'Amérique du Nord vulnérables sur le plan climatique, pendant la saison où les phénomènes météorologiques deviennent dangereux, crée une forte exposition à des risques climatiques combinés. Cette situation laisse à penser que les protocoles habituels d'urgence mis en place par les autorités compétentes ne seront pas suffisants afin d'assurer la sécurité des personnes sur place.

Outre la chaleur suffocante sur place et dans les villes du sud, le choix des dates auxquelles se sont joués les matchs pose un problème majeur en termes de sécurité logistique. En effet, la période du tournoi (juin-juillet) coïncide exactement avec le début de la période cyclonique aux États-Unis (Julie, 2025), une période durant laquelle les ouragans et les tempêtes tropicales sont de plus en plus fréquentes et intenses dû au réchauffement des océans. Les villes états-uniennes qui se trouvent les plus proches des côtes, telles que Miami, New York ou encore Houston, sont les villes les plus vulnérables à ces risques naturels. En effet, certaines fan zones ont été fermées dans le Queens à New York et à Philadelphie lors du match France-Irak (BFMTV, 2026). En outre, d'après le rapport de *New Weather Institute* en 2025, une évaluation des risques liés à l'urgence climatique pour l'ensemble des stades nord-américain a été réalisée. Cette évaluation a révélé que la moitié des stades, c'est-à-dire huit, utilisés lors de la Coupe du Monde, nécessitent une intervention environnementale immédiate, dont quatre où cette intervention est critique (New Weather Institute, 2025). Dès 2025, 14 stades dépassent déjà le seuil de sécurité pour au moins trois risques climatiques majeurs tels que les chaleurs extrêmes, les inondations et les précipitations intenses (Football for Future, 2025).

En somme, si la FIFA à présenté ce Mondial comme un modèle de co-organisation et de coopération comme étant une célébration de l'unité régionale permettant un rayonnement mondial du football, la réalité met en lumière des défis de logistiques et environnementaux complexes. D'un côté, le choix de ne construire aucun nouveau stade pour l'édition 2026 a permis d'éviter les émissions massives de GES liées à la construction, bien que certaines infrastructures nécessitent des rénovations (New Weather Institute, 2025). De l'autre, l'impact du changement climatique sur le sport tend désormais à se manifester de manière inattendue, comme l'ont rappelé les images des chiens policiers portant des chaussures afin de se protéger contre la chaleur émanant des sols (image n°12).



Image n°12 : Un chien de sécurité porte des chaussures de protection pour se protéger de la chaleur émanant de l'asphalte lors d'une patrouille dans le stade, avant le match de football du groupe D de la Coupe du monde des clubs opposant l'Espérance de Tunis à Chelsea, à Philadelphie, le mardi 24 juin 2025. (Photo AP/Matt Slocum).

Cependant, la prise de conscience collective reste un défi majeur. Comme l'a relevé une étude menée par l'organisation Football for Future, si le public constate la multiplication de pauses fraîcheur, de terrains inondés ou de matchs reportés en raison de météos extrêmes, il ne pensent pas encore à relier ces perturbations au changement climatique (Rawson, 2026).

Pour que le football puisse poursuivre sa transition écologique, il ne suffira donc pas d'adapter la logistiques des tournois, il faudra également mais surtout sensibiliser les supporters à la réalité climatique qui transforme déjà leur sport.

## BIBLIOGRAPHIE

**Articles de presse**


Bono, E. (2026, 19 juin). Gianni Infantino a parcouru 20 000 km en une semaine en jet privé : « À la fin de la Coupe du monde, il aura le bilan carbone de 55 Français sur un an » . L'Équipe. https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/Gianni-infantino-a-parcouru-20-000-km-en-une-semaine-en-jet-prive-a-la-fin-de-la-coupe-du-monde-il-aura-le-bilan-carbone-de-55-francais-sur-un-an/1686156

Canuto, M. R. (2025, 27 juin). Sniffer dogs at Club World Cup outfitted with booties to protect paws from the heat | AP News. AP News. https://apnews.com/article/dogs-booties-heat-club-world-cup-1e6dbe7c1f64fc29f0a5bb20705b1db8

Horton, J., Shiel, T., Varley, C., & Gornall, K. (2026, 28 juin). World Cup 2026 : How Fifa president Gianni Infantino is jetting around. BBC Sport. https://www.tf1info.fr/sport/coupe-du-monde-2026-stade-evacue-orage-et-pluie-battante-la-meteo-trouble-fete-du-match-entre-la-france-et-l-irak-2448983.html

J.F. (2026, 23 juin). Coupe du monde 2026 : stade évacué, orage et pluie battante. . . la météo, trouble-fête du match entre la France et l'Irak. *TF1 INFO*. https://www.tf1info.fr/sport/coupe-du-monde-2026-stade-evacue-orage-et-pluie-battante-la-meteo-trouble-fete-du-match-entre-la-france-et-l-irak-2448983.html

Julie. (2025, 13 mai). *2025 Hurricanes Saison aux États-Unis : dates, prévisions et recommandations*. Jiec. https://jiec.fr/2025-hurricanes-saison-aux-etats-unis-dates-previsions-et-recommandations/

Kipka, N. (2026, 10 juin). « Nous avons vendu plus de 6 millions de billets » : Infantino évoque l'explosion des ventes pour la Coupe du monde. *Tribuna*. https://tribuna.com/fr/news/2026-06-10-nous-avons-vendu-plus-de-6-millions-de-billets-infantino-evoque-lexplosion-des-ventes-pou/

Miliani, A., & Aubert, R. (2026, 10 juin). La Coupe du monde 2026, annoncée comme « la plus verte » , pourrait devenir la plus polluante. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2026/06/10/la-coupe-du-monde-2026-annoncee-comme-la-plus-verte-pourrait-devenir-la-plus-polluante_6700438_4355770.html

Valleau, L. (2026, 11 juillet). France-Espagne : malgré 33 °C attendus, pourquoi la météo à Dallas ne sera pas un problème ce mardi lors de la demi-finale. *leparisien.fr*. https://www.leparisien.fr/sports/football/coupe-du-monde/france-espagne-malgre-33-c-attendus-pourquoi-la-meteo-a-dallas-ne-sera-pas-un-probleme-ce-mardi-lors-de-la-demi-finale-11-07-2026-GALWM3GP5VE3HBN3LJVWTH6GVA.php

**Rapport scientifique**

Football For Future. (2025). PITCHES IN PERIL : : A LANDMARK CLIMATE REPORT AHEAD OF THE 2026 WORLD CUP. https://footballforfuture.org/pitchesinperil

New Weather Institute. (2025). FIFA's Climate Blind Spot : the men's world cup in a warming world. https://www.newweather.org/wp-content/uploads/2025/07/FIFAs_climate_blind_spot.pdf

Rawson, T. (2026, 29 juin). Will this World Cup be the world's most-watched climate change event ? — Football For Future. Football For Future. https://footballforfuture.org/blog/world-cup

**Source institutionnelle et officielle**

FIFA. (2018). UNITY : Canada, Mexico, and the United States United Bid to Host the 2026 FIFA World Cup. https://digitalhub.fifa.com/m/3c077448dcd5c0ab/original/w3yjeu7dadt5erw26wmu-pdf.pdf

FIFA. (2026, 17 juillet). Les résultats de la Coupe du Monde de la FIFA 2026TM. https://www.fifa.com/fr/tournaments/mens/worldcup/canadamexicousa2026/articles/calendrier-matches-resultats-equipes-stades

**Vidéo**

BFMTV. (2026, 23 juin). France-Irak : fan zones fermées, match retardé. . . comment fonctionne le protocole météo américain pendant le Mondial ? [Vidéo]. BFM. https://www.bfmtv.com/international/moyen-orient/irak/video-france-irak-fan-zones-fermees-match-retarde-comment-fonctionne-le-protocole-meteo-americain-pendant-le-mondial_VN-202606230227.html

# LA COUPE DU MONDE 2026 : OUTIL D'INCLUSION MONDIALE OU REFLET DES TENSIONS POLITIQUES ?

RÉDIGÉ PAR BABUNGU MAYA ELYSÉE-GRÂCE




Image n°13 : Le trophée de la Coupe du monde de football. © AP - Claudio Thoma

Du 11 juin au 19 juillet 2026 s'est déroulée la 23e édition de la Coupe du monde de football, organisée par le Canada, les États-Unis et le Mexique. La compétition réunit tous les quatre ans les sélections nationales issues des différentes confédérations à travers le monde. Cette édition marque un tournant dans l'histoire de la Coupe du monde puisque pour la première fois 48 équipes s'affrontent pour remporter le trophée, contre 32 équipes lors des éditions précédentes. Cet élargissement s'explique par la volonté de la Fédération internationale de football association (FIFA) de faire du championnat l'un des événements sportifs les plus ouverts et inclusifs de tous les temps (FIFA). Présentée par la FIFA comme une avancée vers un football plus inclusif et davantage représentatif de la diversité mondiale, cette nouvelle édition a pour but d'offrir à plusieurs pays la possibilité de participer à cette compétition. Toutefois, la compétition s'inscrit aussi dans un contexte géopolitique marqué par des débats liés notamment à la politique migratoire, aux rivalités de puissance et à la portée universelle réelle de la compétition. Dès lors, il s'agira de comprendre si la Coupe du monde de football promeut l'inclusion et la coopération mondiale ou, au contraire, si elle révèle les rivalités géopolitiques qui marquent l'environnement international.

## LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL, UN OUTIL D'INCLUSION MONDIALE

La Coupe du monde de football 2026, organisée par la FIFA, s'est tenue du 11 juin au 19 juillet aux États-Unis, au Mexique et au Canada dans 16 villes. C'est la première fois que la compétition est organisée dans plus de deux pays. Jusqu'alors, la seule édition disputée par plusieurs pays était celle de 2002, au Japon et en Corée du Sud. Cette édition a été placée sous le signe de l'inclusion. Cela s'est matérialisé notamment par le fait que la compétition était organisée par l'ensemble des pays de l'Amérique du Nord. Cette initiative témoigne d'une volonté de coopération régionale de ces pays malgré les divergences qu'ils peuvent rencontrer. En effet, le Canada, le Mexique et les États-Unis connaissent toujours des tensions commerciales notamment en lien avec l'imposition des droits de douane américains sur des produits canadiens et mexicains.

Un autre élément témoignant de l'inclusivité de cette compétition est l'augmentation du nombre d'équipes. En effet, c'est la première coupe du monde qui comprend 48 équipes contre 32 lors des éditions précédentes. Parmi ces 48 équipes, on observe une augmentation des équipes sur tous les continents. En effet, les pays africains pouvant participer à la Coupe du monde passent de 6 à 9 équipes avec une équipe pouvant jouer au barrage intercontinental, c'est-à-dire un match de qualification qui oppose des équipes de différents continents permettant aux dernières sélections d'avoir une place pour la Coupe du monde. Toutefois on peut s'interroger sur l'augmentation du nombre d'équipes africaines, dans la mesure où l'Afrique est composée de 54 associations de football membres de la FIFA, or le nombre de places pour participer à la Coupe du monde est seulement de 9, soit le ⅙ des places, ce qui n'est quasiment rien par rapport au nombre d'associations de football africaines. Certes, il y a eu une avancée, mais pouvons-nous réellement dire qu'il s'agit d'une volonté d'inclure les États africains ou plutôt que cette augmentation était normale ? En ce qui concerne les équipes asiatiques, quant à elles, passent de 4 à 8 équipes plus une équipe en barrage intercontinental pour 47 associations asiatiques. Là encore on peut constater le même problème en ce qui concerne le nombre de participants. Est-ce que cela reflète une inclusion ou plutôt quelque chose de normal qui était censé être fait depuis longtemps ? Il y a aussi eu une augmentation de places pour les pays de la Confédération de football d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes (CONCACAF) qui passent de 3 places avec 1 barrage intercontinental à 6 places plus deux places au tournoi de barrage intercontinental. Il est important de souligner que parmi ces 6 équipes, 3 étaient les pays hôtes de la compétition, ce qui a limité l'accès aux qualifications des autres équipes de la confédération, d'autant plus qu'elle comporte 41 associations de football. Par ailleurs, il y a eu également une augmentation de places lors du mondial 2026 dans les équipes de la Confédération sud-américaine de football, passant de 4 équipes en place directe + 1 barrage à l'édition 2022 à 6 places directes et 1 barrage en 2026. Cette augmentation paraît plus juste dans la mesure où les associations des pays de l'Amérique du Sud sont au nombre de 10, or les places permettant la qualification sont de 6 et possiblement 7 si l'une des équipes se qualifie au barrage intercontinental. Comparé aux autres pays, on peut dire qu'il y a une inégalité entre les différentes confédérations. Également, il y a l'Union des associations européennes de football qui passe de 13 places à 16 places pour 55 associations. Comparé à l'Afrique, qui a 54 associations, cela est inégalitaire dans la mesure où il y a quasiment le même nombre d'associations sur ces continents, mais ils n'ont pas le même nombre de pays pouvant être qualifiés pour la Coupe du monde. Enfin, la Confédération du football d'Océanie passe de 1 place directe à 1 place directe plus 1 barrage pour 11 associations.

Toutefois, ces augmentations de place témoignent de la volonté de la FIFA d'inclure davantage de pays dans la compétition, ce qui contribue également au rayonnement de la culture de ces pays et de leurs diasporas. En effet, lors de cette Coupe du monde, plusieurs pays n'ayant jamais ou rarement participé à la Coupe du monde étaient présents. On peut citer par exemple le Curaçao qui a joué sa première Coupe du monde ou encore la République démocratique du Congo qui a joué sa deuxième Coupe du monde 52 ans après sa première participation. On peut ainsi considérer que cette Coupe du monde reflète une volonté d'inclusion à travers l'implication de plusieurs pays dans son organisation. Toutefois, cette intégration demeure relative. En effet, l'inclusion ne se limite pas simplement à la participation des sélections nationales, elle concerne aussi la possibilité pour les joueurs, les arbitres et les supporters d'accéder au territoire des pays organisateurs. Ainsi, les politiques migratoires mises en place par les États-Unis soulèvent des interrogations sur les limites de cette volonté d'ouverture.

## LES POLITIQUES MIGRATOIRES AMÉRICAINES, UN FREIN À L'INCLUSION D'ÉTATS DANS LE PAYS

La Coupe du monde de football 2026 débute avec plusieurs polémiques et notamment celle concernant les visas. En effet, il y a par exemple le meilleur arbitre africain originaire de la Somalie, Omar Abdulkadir Artan, qui n'a pas été autorisé à entrer aux États-Unis malgré son visa valide. L'administration Trump a déclaré que l'arbitre s'est fait refuser l'entrée sur le territoire américain car il avait des liens avec des membres présumés d'organisations terroristes, des accusations contestées par les autorités somaliennes. De plus, il y a aussi des supporters d'Haïti, du Sénégal, et de la Côte d'Ivoire ou encore de la République démocratique du Congo qui se sont vu empêcher d'entrer sur le territoire américain en raison de restrictions migratoires imposées par l'administration Trump.

Parmi ces supporters, on peut citer celui de la République démocratique du Congo, Monsieur Michel Kuka Mboladinga, alias le supporter représentant le tout premier ministre congolais Patrice Émery Lumumba, absent aux États-Unis, faute de visa. On peut citer aussi le Comité national des supporters des Éléphants qui n'ont pas tous pu se déplacer pour encourager l'équipe de la Côte d'Ivoire lors de ce mondial, et pour ceux qui ont pu, ils ont connu de grandes difficultés pour obtenir leur visa.

Face à ces problèmes de visas et d'entrée sur le territoire états-unien, le président de la FIFA, Gianni Infantino, a déclaré que les décisions en matière d'immigration relèvent des autorités nationales, tandis que le secrétaire américain à la Sécurité intérieure, Markwayne Mullin, a défendu les refus de visa, affirmant que son département s'était concerté avec les responsables de la FIFA. Tout cela démontre que la FIFA et les États-Unis se sont bien entendus concernant les restrictions liées au visa et cela témoigne ainsi de l'impuissance de la Fédération face aux décisions d'un pays. Ce qui met en lumière le fait que le football peut être influencé par les politiques de sécurité d'un pays. Ainsi les États-Unis conservent le contrôle de leur frontière même lorsqu'il s'agit des acteurs officiellement accrédités par la FIFA. Tout cela vient remettre en cause la volonté de la Fédération d'avoir une coupe du monde inclusive. Au-delà des politiques migratoires nationales, la compétition met aussi en lumière des tensions géopolitiques plus larges entre certains pays, faisant du terrain sportif un reflet des rivalités géopolitiques internationales.

## LA COUPE DU MONDE DE FOOTBALL, RÉVÉLATEUR DES RIVALITÉS GÉOPOLITIQUES DANS LE MONDE

La Coupe du monde 2026 a davantage révélé des tensions géopolitiques entre États. Cela s'illustre notamment par le cas de l'Iran (actuellement en conflit avec les États-Unis). En effet, l'équipe iranienne a rencontré plusieurs problèmes, comme le fait que certains membres de la délégation de l'Iran ont rencontré des difficultés à obtenir un visa pour les États-Unis alors que l'équipe de football de l'Iran a joué 2 matchs aux États-Unis pour la phase de poule.

De plus, la délégation iranienne a été forcée d'installer son camp de base à Tijuana au Mexique plutôt qu'en Arizona, aux États-Unis, du fait que certains membres de sa délégation se sont fait refuser le visa. Par ailleurs, plusieurs des matchs de l'Iran ont suscité des problèmes, c'est le cas, par exemple, de leur match contre la Nouvelle-Zélande qui s'est joué à Los Angeles. Lors de celui-ci, la sélection iranienne n'a pu arriver sur place que la veille du match et était contrainte de quitter le sol américain immédiatement après le coup de sifflet final (RTS). L'Iran a d'ailleurs porté plainte contre la FIFA. Cependant, on peut se demander si cette plainte changerait quelque chose dans la mesure où le président de la FIFA a déclaré que les décisions en matière de migrations relèvent des autorités nationales. Tous ces évènements nous font comprendre que le football peut être influencé par les rapports de puissance, les politiques migratoires ou encore les enjeux de sécurité nationale.

Par ailleurs, il y a d'autres évènements relevant des tensions entre États que l'on peut soulever lors de cette Coupe du monde. On peut citer par exemple le fait que lors de la victoire de l'Argentine contre l'Angleterre en demi-finale, des joueurs argentins ont brandi devant les supporters une banderole avec écrit dessus : « *Las Malvinas son Argentinas* » (les Malouines appartiennent à l'Argentine). Les Malouines, qui sont des îles, ont été disputées lors d'un conflit entre le Royaume-Uni et l'Argentine et remportées en 1982 par le Royaume-Uni. Cela démontre un engagement politique fort et peut-être même cela peut attiser les tensions avec les deux pays, d'autant plus que la FIFA a interdit tout affichage de message politique. Cette action peut aussi donner lieu à d'autres interprétations, telles que le fait que les Argentins n'ont pas totalement baissé les bras en ce qui concerne la conquête de ces îles.

Un autre événement intéressant à analyser d'un point de vue géopolitique, c'est la finale de la Coupe du monde entre l'Espagne et l'Argentine. Cette rencontre pourrait être interprétée à travers le prisme des divisions internationales liées au conflit israélo-palestinien. D'un côté, l'Espagne est le défenseur de la cause palestinienne, comme en témoigne la reconnaissance officielle de l'État de Palestine en 2024. De l'autre côté, l'Argentine du président Javier Milei démontre une position plus favorable à Israël, marquée par un rapprochement diplomatique avec le gouvernement israélien.

Ainsi, la finale de la compétition entre les deux sélections pourrait dépasser le simple cadre footballistique et devenir un espace où se jouent des tensions géopolitiques. Toutefois, il est important de nuancer cette interprétation puisque les équipes nationales ne constituent pas des représentations directes des positions politiques de leurs gouvernements ou de leurs joueurs.

## CONCLUSION

Ainsi, la Coupe du monde de football 2026 s'impose comme un événement ambivalent. D'un côté, son élargissement à 48 équipes et l'augmentation du nombre de places accordées à plusieurs confédérations, de l'autre, l'organisation par le Canada, les États-Unis et le Mexique illustrant la capacité du sport à favoriser la coopération régionale et le rapprochement entre les États.

Cependant, cette dimension inclusive ne doit pas cacher les tensions qui traversent l'événement. La Coupe du monde reste inscrite dans un contexte international marqué par les rivalités entre puissances, les tensions migratoires, les inégalités d'accès et l'instrumentalisation politique du football.

Les exemples de confrontations entre les États-Unis et l'Iran, ou encore l'Argentine et le Royaume-Uni, ainsi que les débats autour des positions diplomatiques des États montrent que le football peut être un terrain de jeu des tensions géopolitiques mondiales. Toutes ces analyses nous interrogent sur la place que prend la politique dans l'environnement international. En effet, s'il y a des années la politique concernait simplement les États, aujourd'hui ce n'est plus totalement le cas puisqu'elle se répand même dans le football. Ce sport, en raison de sa portée mondiale et de son influence symbolique, devient ainsi un lieu où se manifestent, se négocient et parfois se reproduisent les tensions qui traversent les relations internationales, transformant peu à peu les règles et les pratiques du sport mondial.

## BIBLIOGRAPHIE

**Articles de presses**


Euronews. (2026, 19 juin). F*ootball not covered by US-Iran framework deal, Iran's World Cup squad finds.* Euronews.
Axworthy, M. (2013). Revolutionary Iran: A History of the Islamic Republic. Allen Lane.

Feuillette, V. (2026, 14 juillet). *Coupe du Monde 2026 : à quoi aurait ressemblé une édition à 64 équipes.* Foot Mercato : Info Transferts Football - Actu Foot Transfert. https://www.footmercato.net/a1833800080055360730-coupe-du-monde-2026-a-quoi-aurait-ressemble-une-edition-a-64-equipes

Raynaud, H. (2026, 11 juin). *Coupe du monde 2026 : problèmes de visas, contrôles renforcés, menaces de grève… un Mondial pas comme les autres et déjà très polémique.* La Dépêche. https://www.ladepeche.fr/2026/06/11/coupe-du-monde-2026-problemes-de-visas-controles-renforces-menaces-de-greve-un-mondial-pas-comme-les-autres-et-deja-tres-polemique-13410788.php

Rédaction. (2026, 11 juin). *Faute de visa, les supporters ne viendront pas de Côte d'Ivoire pour supporter leur sélection aux États-Unis….* L'Équipe. https://www.lequipe.fr/Football/Actualites/Faute-de-visa-les-supporters-ne-viendront-pas-de-cote-d-ivoire-pour-supporter-leur-selection-aux-etats-unis/1683871

Stevens, R. (2026, 17 mai). *Coupe du monde 2026 : les supporters africains rencontrent des difficultés malgré la suppression de la caution de 15 000 dollars pour le visa.* BBC News Afrique. Takeyh, R. (2009). Guardians of the Revolution: Iran and the World in the Age of the Ayatollahs. Oxford University Press.

**Sources institutionnelles officielles**

Inside FIFA. (s. d.-c). https://inside.fifa.com/sustainability/sustainability-strategies-for-events

Inside FIFA. (s. d.-d). https://inside.fifa.com/fr/refereeing

*« Nous ne sommes influencés par personne »*, Pierluigi Collina, directeur de la sous-division de l'Arbitrage de la FIFA. (s. d.-b). Inside FIFA. https://inside.fifa.com/fr/refereeing/news/nous-ne-sommes-influences-par-personne-pierluigi-collina

**Sitographie**

Boniface, P. (2026, 6 juillet). *Trump, absent des stades, omniprésent dans la Coupe du monde* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=1sKav5UDLDk

**Vidéo**

CGTN Sports Scene. (2025, 17 novembre). *FIFA Innovation Conference highlights collaborative efforts to enhance football* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=FAi1H_MfMAU

IRIS. (2026, 5 juin). *Une analyse géopolitique multiscalaire de la Coupe du monde 2026* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=kc4hRRB1a7A

IRIS. (2026b, 11 juin). *Non, le Mondial américain n'est pas un retour à l'ordre occidental* [Vidéo]. YouTube. https://www.youtube.com/watch?v=Q5q3_SEbSos

Radio Télévision Suisse [RTS]. (2026, 19 juin). M*ondial 2026 : l'Iran dénonce des restrictions des États-Unis.* RTSsport.ch. https://www.rts.ch/sport/football/coupe-du-monde-de-la-fifa/2026/article/l-equipe-d-iran-se-plaint-de-restrictions-imposees-par-les-etats-unis-29279750.html

# WASHINGTON ET LE SPORTSWASHING : LA COUPE DU MONDE 2026 COMME OUTIL DE PROPAGANDE

RÉDIGÉ PAR JILANI LARNAOUT



Image n°14 : Le trophée de la Coupe du monde de football. © AP - Claudio Thoma

Les accusations de *sport-washing* à l'encontre des pays autoritaires sont récurrentes. Qu'en est-il lorsque l'on aborde la posture des pays dits démocratiques comme les États-Unis ? En tant qu'hôte de la Coupe du monde 2026, les États-Unis ont offert une nouvelle image de leur pays, mais certains écueils ont ressurgi. En tant que détenteur d'une compétition planétaire, les États-Unis ont dû se montrer à la hauteur d'un événement aussi monumental. Ainsi, nous pouvons nous demander si la marche n'était pas trop haute ? De plus, nous pouvons nous interroger sur le but derrière les méthodes de *sportswashing*. Est-ce un simple écran de fumée pour dissimuler les facettes honteuses d'une nation ? Est-ce, pour une entité quelconque, une véritable entreprise marketing permettant de s'affranchir des carcans réputationnels qui lui causent du tort ?

## LA NOTION DE *SPORTSWASHING*

Afin de déchiffrer l'utilité d'une telle stratégie, nous devons procéder à un cadrage étymologique en définissant le terme de « *sportswashing* ». Ce néologisme fit irruption dans le vocable des analystes du sport dans le courant des années 2020.

Le *Norwegian Language Board* lui a même décerné la récompense de mot de l'année en 2021 de par son usage devenu viral à l'époque. Depuis, le terme s'est disséminé et il revient presque inévitablement lorsque l'on mentionne la diplomatie sportive des pays dits autoritaires. Cependant, il sied parfaitement aux pratiques des pays dits démocratiques qui souhaitent camoufler les parcelles nauséabondes de leur pouvoir (AHRI, nd).

Ce terme vient faire écho au vieil adage « du pain et des jeux » qui faisait florès à l'époque des jeux du cirque à Rome. De nos jours, le terme conserve la même teneur. Certains observateurs prêtent à la pratique du sport par les politiques une capacité remarquable à occulter les faces d'ombre d'une nation ou d'une entité en général (entreprise, etc.). Cependant, si nous réussissons à passer outre les poncifs surannés des jeux antiques, nous pouvons comprendre que l'usage du sport moderne dépasse largement celui des pratiques d'antan. Bien que certains affirment le contraire, le sport est devenu indispensable dans la politique des sociétés modernes et le *sportswashing* en est un des corollaires qui revient le plus souvent.

En somme, nous pouvons retenir que le *sportswashing* consiste à insinuer qu'une entité, soit-elle une nation ou un groupe à part entière, poursuit une campagne visant à adoucir, bonifier voire même de reconstruire son image. Cette stratégie se rapporte à la technique du « blanchiment par le sport » (Pottier, 2024).

Le terme s'est popularisé en 2015 pour désigner les activités de l'Azerbaïdjan et sa proximité avec les hautes sphères du sport européen avec la première édition des jeux européens à Baku (APU, 2025). Le terme est apparu à la suite d'une année effroyable dans l'histoire du pays selon Amnesty International. Cette année fut mise en lumière comme l'année la plus terrible de l'histoire de l'Azerbaïdjan depuis son accession à l'indépendance en 1991 (thesustainableagency, 2025). Étymologiquement, le terme *sportswashing* est un amalgame entre les termes anglais « sports » et « whitewashing » qui pourrait être traduit par une méthode de blanchiment par le sport (Britannica, nd). Cependant, le *sportswashing* n'est pas nouveau. De manière anachronique, car le terme n'existait pas encore il y a 90 ans en 1936, l'Allemagne nazie en faisant déjà un sujet de prédilection. L'obtention des jeux olympiques fut déterminée en 1931 à une époque où le régime n'était pas nazi, mais ces derniers en furent un usage avisé pour nourrir leur idéologie. Ainsi, l'histoire a prouvé, et l'actualité ne fait que renforcer ce constat, que le sport peut agir comme un « paravent médiatique ».

À ce titre, Donald Trump a longtemps explicité son souhait de redorer la réputation de sa nation. Il en a même fait l'un des fers de lance de sa campagne en martelant constamment son fameux *Make America Great Again* (MAGA). Pour cela, Donald Trump tente d'escamoter ses extravagances diplomatiques et d'aplanir son image. Comme l'explique l'historien du sport Yvan Gastaut, le sport, en tant qu'« opium du peuple » par excellence, vient faciliter les rapports diplomatiques. Dans ses ouvrages sur le football, le philosophe Edgar Morin décrit l'être humain comme étant un *homo ludens*, soit un être pétri de cet instinct ludique. Selon lui, chaque être humain aspire naturellement à jouer et le sport, en tant que phénomène social total, vient assouvir ce penchant pour ces jeux qui impliquent parfois un savant mélange de sournoiserie, ruse et ingéniosité pour s'assurer un exploit. En effet, le sport émeut une large partie de l'humanité tout entière. Nous pourrions dire caricaturalement, que le sport fait partie de l'éventail de Donald Trump pour prendre son auditoire par les sentiments.

Faire usage du sport est une des ficelles de la stratégie de Donald Trump car cela sollicite le chauvinisme qui sommeille au fond des plus avides supporters. C'est une énième itération du savant mariage entre sport et politique. Ces deux sentiments s'entremêlent au rythme des rivalités sportives et le patriotisme en ressort on ne peut plus renforcé.

En effet, en optant pour une refonte de son image par le sport, les États-Unis veulent véhiculer une image davantage préméditée et un récit cousu de toutes pièces en amont. Cela leur permet de se départir des habituelles critiques à leur encontre. Grâce au sport, Donald Trump peut se focaliser sur le triptyque suivant : visibilité, réputation et attractivité.

## DES CRITIQUES QUI PERSISTENT À L'ENCONTRE DE DONALD TRUMP

Cependant, une telle exposition s'accompagne également de scepticisme. Certains observateurs demeurent dubitatifs quant aux motivations derrière un tel engouement sportif de la part de Donald Trump. Certains émettent l'avis que les États-Unis tentent de maquiller leur interventionnisme au Vénézuela ou encore de minimiser leur posture belliqueuse envers l'Iran.

La frénésie pour le sport a ouvert la voie à quelques dévoiements dont ceux de « la monétarisation de la performance, le dopage, la corruption, les abus d'autorité ». De nos jours, la « politisation » du sport s'est répandue au point d'être totalement normalisée (Les Cahiers de la Justice, 2024).

Une autre pierre d'achoppement reste la relative impunité du président étasunien et sa capacité à s'immiscer dans les décisions de la Fédération Internationale de Football Association (FIFA). L'épisode controversé de l'annulation du carton pour l'attaquant étasunien Folarin Balogun a révélé les accointances de Donald Trump et le président de la FIFA, Gianni Infantino. N'en déplaise à Donald Trump, cette Coupe du monde fourmille de petits désagréments qui, au-delà des athlètes en eux-mêmes, ont contrarié les fans.

Là où les États-Unis n'étaient pas tenus en bonne part, de tels déboires donnent encore plus de grain à moudre à ses détracteurs. Au lieu d'essaimer une image rutilante de l'hégémon étasunien, cette compétition a été une désillusion pour beaucoup d'observateurs. Ils y ont constaté avec dépit qu'un président pouvait influer sur les décisions d'un organe dit apolitique comme la FIFA. De telles accusations fomentent un sentiment d'agacement face à la supposée collusion entre Donald Trump et Gianni Infantino. Pour de nombreux observateurs, cette affinité entre les deux hommes outrepasse le simple respect protocolaire d'un président à un autre. Ils semblent épris d'une confiance inconditionnelle en leurs visions du football mondial. Le *soft power* états-unien, longtemps intouchable, a semblé s'écorner au fil des bévues sportives que cette édition 2026 a mises en lumière.

## LE SPORT AU SERVICE DE LA POLITIQUE

En somme, nous constatons que les États-Unis instrumentalisent le sport pour faire rayonner leur pays. Cependant, il n'est pas inexact de postuler que cette récente édition de la Coupe du monde a eu l'effet inverse. Certains attribuent même à cette édition 2026 le titre peu flatteur de Coupe du monde de la honte. En effet, être sous la loupe des médias pendant plusieurs semaines est une aubaine pour qui sait se montrer fin stratège. Néanmoins, le retour de flamme peut être tout aussi délétère pour l'image du pays. La surexposition rend difficile les tentatives de Donald Trump d'escamoter ses bévues diplomatiques à l'international.

Si Donald Trump s'imaginait être acclamé sous les vivats des supporters, ces derniers ont fait leurs choux gras des moindres scandales pour dévaloriser le pays dans son ensemble. Une seule secousse médiatique s'amplifie outre mesure et devient un prétexte pour nourrir l'inimitié que certains arborent envers le président étasunien. Il lui est reproché de politiser le sport à outrance. Cependant, nous devons admettre que le fait d'instrumentaliser le sport n'est pas uniquement l'apanage des États-Unis. D'autres nations s'adonnent à de telles campagnes pour façonner une image plus lénifiante de leur pays.

En somme, le traitement des athlètes iraniens ou encore la lourdeur des contrôles aux frontières nous montrent que même lors d'une supposée parenthèse sportive, la politique étrangère étasunienne ne cesse d'être en désaccord avec les attentes de ses partenaires internationaux. Ainsi, les réponses sont ambivalentes. Certains s'offusquent de l'omniprésence du président étasunien, comme lors de la remise du trophée dont il a monopolisé le rituel habituel. D'autres, comme Gianni Infantino, apprécient l'élan entrepreneurial dont fait preuve Donald Trump. Néanmoins, une chose semble indéniable : le sport n'est pas qu'une simple escapade ludique permettant de s'offrir du divertissement. C'est devenu le point d'orgue d'une campagne politique visant à ragaillardir la population de son pays, de l'inciter à s'enorgueillir de la grandeur supposée de leur patrie et d'exalter leur récit national. Chaque victoire s'accompagne de moments de liesse, mais au-delà de cette simple frénésie sportive, ce sont des calculs politiques qui se mettent en branle pour générer des dividendes et accroître le prestige diplomatique d'un pays.

Image n°15 : Gianni Infantino à gauche, Donald Trump au centre et le capitaine espagnol Rodri à droite. © Fox News



# BIBLIOGRAPHIE


**Article académique**

*Vertus et dévoiements du sport* | Cairn.info. (s. d.). Consulté 2 mai 2026, à l'adresse https://droit-cairn-info.ezproxy.univ-catholille.fr/revue-les-cahiers-de-la-justice-2024-1-page-13?lang=fr

**Sitographie**

EXPLAINER : *What is sportswashing and why should we care about it ?* | Australian Human Rights Institute. (s. d.). Consulté 30 mai 2026, à l'adresse https://www.humanrights.unsw.edu.au/students/blogs/what-is-sportswashing

Sportswashing | Definition, Corruption, Examples, & History | Britannica Money. (s. d.). Consulté 30 mai 2026, à l'adresse https://www.britannica.com/money/sportwashing

*What is sportswashing* ? Definitions & Examples for 2026. (s. d.). Consulté 31 mai 2026, à l'adresse https://thesustainableagency.com/blog/what-is-sportswashing/

*What Is Sportswashing* ? Its Impact on Global Sports Integrity | American Public University. (s. d.). Consulté 30 mai 2026, à l'adresse https://www.apu.apus.edu/area-of-study/nursing-and-health-sciences/resources/what-is-sportswashing/

**Vidéo**

*Exploring the Sportwashing, Greed and Corruption of the 2026 World Cup — The Blazing Musket Podcast* | Podcast on Spotify. (s. d.). Spotify. Consulté 31 mai 2026, à l'adresse https://open.spotify.com/episode/309Fjt053h4KZvi2zCjO7I

*Geopolitics of Sports with Prof. Simon Chadwick* | Episode 1 — YouTube. (s. d.-a). Consulté 31 mai 2026, à l'adresse https://www.youtube.com/watch?v=kpRbEUtsogo

# LE HEZBOLLAH DANS LA TOURMENTE DU CONFLIT OPPOSANT LES ÉTATS-UNIS, ISRAËL ET L'IRAN

RÉDIGÉ PAR OPHÉLIE CALICHIAMA




Image n°16: Drapeaux du Liban et du Hezbollah © IRIS

Suite à l'échec des négociations d'avril 2025 entre les États-Unis et l'Iran concernant le programme nucléaire iranien, ces deux pays se retrouvent dans l'engrenage d'un conflit qui a débuté en juin 2025 avec des frappes américaines sur des sites nucléaires iraniens baptisées « Opération Rising Lion », opération qui a duré douze jours. Ces frappes américaines sur l'Iran ont repris conjointement avec Israël le 28 février 2026 avec l'opération « Fureur Épique » du côté américain et l'opération « Lion Rugissant » du côté israélien. Comment le Hezbollah, entité libanaise, se retrouve-t-il au cœur de ce conflit armé ?

## UN RETOUR HISTORIQUE : LA FONDATION DU HEZBOLLAH AU LIBAN

Le Hezbollah (« Parti de Dieu », en arabe) a été fondé en 1982 au Liban dans la plaine de la Bekaa par les Gardiens de la Révolution iraniens. Cela explique le fait que l'organisation soit d'obédience chiite.

À l'origine, le Hezbollah a été créé avec pour but d'établir un État islamique au Liban, mais également comme un mouvement de résistance face aux invasions successives du Liban par Israël (L'Opération « Litani » de mars 1978 et l'Opération « Paix en Galilée » de juin 1982) dont l'objectif était de chasser les Palestiniens et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) du pays du Cèdre. Le Hezbollah, qui est un parti politique au Liban, est cependant considéré comme un groupuscule terroriste, éliminant ses opposants politiques, dont les membres du parti chiite Amal ou en 2005 l'ex-premier ministre libanais Rafik Hariri. C'est ainsi qu'en 2005, un gouvernement pro-Hezbollah avait été mis en place dans le pays. D'après le spécialiste du Moyen-Orient Antoine Zakka, le Hezbollah est un parti libanais qui sert en réalité les intérêts de l'Iran.

## UN GOUVERNEMENT LIBANAIS DÉSOLIDARISÉ DU HEZBOLLAH

Le Hezbollah, première force armée du Liban, est conseillé par les Gardiens de la Révolution, ces derniers ayant une branche présente sur le territoire libanais, qui s'occupe de prendre les décisions, notamment celles de la plus haute importance (Zakka, 2026).

Au vu de la localisation des quartiers généraux du Hezbollah au Sud-Liban, seuls les libanais d'obédience chiite sont restés sur place. Les autres libanais d'autres confessions religieuses ont évacué la zone, donnant lieu à beaucoup de déplacés. Néanmoins, le gouvernement libanais ne souhaitait et ne souhaite toujours pas aider une entité considérée comme terroriste. C'est la raison pour laquelle le Hezbollah, qui se finance lui-même par le biais du trafic de drogue et une aide financière de l'Iran (Djalili et Kellner), a construit ses propres infrastructures dans le sud du pays, à savoir des écoles ainsi que des hôpitaux. Il assure également un service social grâce à la Fondation du Martyr (Mu'assasat al-chahîd) dont le rôle est de soutenir financièrement les familles des martyrs morts au combat pour leur cause, ainsi que de maintenir leur souvenir. Il constitue « un État dans un État » dans le Sud-Liban, en se substituant à l'État libanais (Calabrese).

Concernant l'approvisionnement en armes, jusqu'en 2025 le Hezbollah contrôlait l'unique aéroport du pays, c'est-à-dire celui de Beyrouth, ce qui facilitait l'arrivée d' armes depuis l'Iran. Depuis, le gouvernement de Joseph Aoun en a repris le contrôle (Zakka, 2026).

## LE DÉCÈS DE NASRALLAH ET LA CHUTE DE BACHAR AL-ASSAD EN 2024, DEUX REVERS POUR LE HEZBOLLAH

Hassan Nasrallah a toujours été le leader incontesté du Hezbollah. En septembre 2024, plusieurs cadres du Hezbollah sont éliminés lors de l'explosion de leurs téléphones portables piégés par Israël. S'ensuit l'assassinat de Hassan Nasrallah lors de frappes massives israéliennes dans la banlieue sud de Beyrouth. Trois mois plus tard, le 8 décembre 2024, le régime des Assad tombe en Syrie pour laisser place à Ahmad al-Sharaa, leader sunnite du groupe terroriste le Hayat Tahrir al-Sham (HTS).Ces deux événements ont constitué deux épreuves qui ont mis à mal le Hezbollah (Zakka, 2026). En premier lieu, le parti est affaibli à la suite de la perte de son leader charismatique et de plusieurs de ses cadres. En second lieu, il faut savoir que l'Iran, l'Irak, la Syrie ainsi que le Liban font partie d'un corridor appelé « le croissant chiite » ou « axe iranien ». Le but de cet axe est de pouvoir faire passer des armes de l'Iran jusqu'au Liban par voie terrestre.

Cependant, à présent que la Syrie se retrouve avec un gouvernement sunnite, qui par ailleurs se rapproche de la Turquie ainsi que des pays du Golfe, ce « croissant chiite » est en quelque sorte « brisé » : en effet, il est certain qu'un musulman sunnite tel qu'Ahmad al-Sharaa n'apportera jamais son soutien à un groupe terroriste chiite affilié à l'Iran (Balanche).

## LE DÉSARMEMENT DU HEZBOLLAH, UN PROJET ISRAÉLIEN SOUTENU PAR LE GOUVERNEMENT LIBANAIS

En octobre 2023, Israël entreprend des opérations militaires contre le Hamas à Gaza, mais également contre le Hezbollah au Liban, afin de tenter de démanteler ces deux organisations (Djalili et Kellner). Le Hezbollah est alors directement frappé dans la plaine de la Bekaa et au sud de Beyrouth par Israël. En 2025, près de 25 commandants du Hezbollah sont tués au cours d'autres opérations militaires israéliennes. L'État hébreu exige depuis plusieurs années le désarmement du Hezbollah qu'il estime comme une menace pour sa sécurité. Par ailleurs, d'autres pays du Moyen-Orient, à savoir la Turquie, le Qatar et l'Égypte, lancent un ultimatum au Hezbollah en décembre 2025 afin qu'il rende les armes à l'État libanais. Depuis janvier 2026, le gouvernement libanais, avec à sa tête le président Joseph Aoun, fermement opposé au Hezbollah, a donc entamé un processus de désarmement du Hezbollah avec l'aide des Forces Intérimaires des Nations-Unies au Liban (FINUL). Au début de l'année 2026, Tsahal a de son côté franchi le fleuve Litani, au Sud-Liban, et s'est installé dans cette zone « tampon », forçant le départ vers le nord de nombreux libanais. D'autre part, les frappes américano-israéliennes du 28 février 2026 sur l'Iran ont pour conséquence le décès du Gudie suprême Ali Khamenei (Feguen).

Ces attaques conjointes ont pour but et conséquence l'affaiblissement de l'Iran et du Hezbollah. C'est ainsi que le Hezbollah a perdu en puissance militaire suite aux frappes israéliennes, à l'amorce de son désarmement et à la guerre qui s'est installée en Iran, pays qui constitue le contrefort du Hezbollah. Ce dernier était en passe de ne rester qu'un parti politique, pour la grande satisfaction de la plupart des Libanais, épuisés par des années de frappes et de déplacements.

Cependant, suite à la mort du Guide Suprême iranien le 28 février 2026, le Hezbollah décide de déclarer la guerre à Israël et de facto devient un des acteurs du conflit. Le désarmement du Hezbollah se retrouve par ailleurs gelé depuis le début des hostilités, le gouvernement libanais craignant d'être accusé de complicité avec Israël (Feguen).

## UN ACCORD DE PAIX COMPROMIS PAR L'OCCUPATION DU LIBAN QUI RESTE UN SUJET DE DISCORDE

Le gouvernement libanais a décidé, pour la première fois depuis 40 ans, d'entreprendre des négociations directes avec Israël, qui se sont tenues le 14 avril 2026 à Washington, dans le but d'obtenir l'arrêt des frappes israéliennes dans le sud du pays. Ces négociations, qui sont toujours en cours, ne sont bien entendu pas acceptées par le Hezbollah qui ne reconnaît officiellement pas l'État d'Israël.

D'autre part, le 17 juin 2026, les États-Unis et l'Iran ont finalement signé un protocole d'accord incluant un cessez-le-feu des parties concernées. La condition sine qua non posée par l'Iran est un cessez-le-feu de la part d'Israël dans le Sud-Liban, où se trouve le Hezbollah, ainsi que le retrait des troupes israéliennes de cette zone qualifiée par Israël de « zone de sécurité ». Cependant, le gouvernement israélien a déclaré que les forces israéliennes resteraient dans le Sud-Liban « aussi longtemps que nécessaire ». Cela compromet donc le processus de paix, des frappes sporadiques de la part d'Israël ayant lieu dans le Sud-Liban, notamment du côté de la ville de Nabatieh. Paradoxalement, la présence israélienne ne fait que renforcer un regain d'activité du Hezbollah comme force de résistance face à l'occupation israélienne, elle alimente la propagande du Hezbollah contre l'occupant israélien et renforce ainsi le soutien de ses sympathisants libanais.

Image n°17 : Des militants armés du Hezbollah défilent ce 12 novembre 2010 dans les rues de Beyrouth © AP Photo/Hussein Mall



# BIBLIOGRAPHIE


**Articles**

Balanche, F. (2026, mars). *Le remodelage du Moyen-Orient de Gaza à l'Iran*. Conflits.

Calabrese, E. C. (2025, mars). *Foi et engagement militant au Hezbollah libanais.* Archives de sciences sociales et religions.

Djalili, M.-R., & Kellner, T. (2026, mars). *L'Iran après le 7 octobre.* Diplomatie.

Feguen, W. (2026, mars). *Iran-États-Unis : entre frappes et dissuasions.* Diplomatie.

**Entretien**

Zakka, A. (2026, juin). [Entretien personnel avec Antoine Zakka, spécialiste universitaire du Moyen-Orient].

UNE BRÈVE SOUTENANCE DE MÉMOIRE
PAR TRISTAN CNOCKAERT

# DOMINATION SPORTIVE ET CAPITALISATION POLITIQUE : L'HÉGÉMONIE EUROPÉENNE DU PARIS SAINT-GERMAIN MARQUE-T-ELLE L'ABOUTISSEMENT DE LA DIPLOMATIE DU FOOTBALL QATARI ?



Image n°18 : Marquinhos, Luis Enrique, Nasser al-Khelaïi, Luis Campos et Emmanuel Macron avec le trophée de la Ligue des Champions. © L'Équipe

**Sujet du mémoire**

La diplomatie du football comme vecteur du partenariat franco-qatari : de la stratégie d'influence aux enjeux environnementaux.

**Mots clés**

Diplomatie, Sport, Soft Power, Paris Saint-Germain, France, Qatar, Capitalisation politique, Football, Géopolitique du sport, Diplomatie de la corbeille.

**Résumé**

Cet article interroge la portée géopolitique du double sacre du Paris Saint-Germain en Ligue des Champions en 2025 et 2026, en l'analysant non comme un exploit sportif isolé, mais comme l'aboutissement d'une stratégie d'État conduite par le Qatar depuis l'acquisition du club par *Qatar Sports Investments* en 2011. En mobilisant les outils de la géopolitique du sport et de la sociologie des relations internationales, l'article démontre que l'hégémonie européenne du PSG marque le franchissement d'un seuil décisif dans la relation franco-qatarie : celui qui sépare la phase de conquête d'une présence désormais structurelle et institutionnalisée. L'analyse s'articule en trois temps. Elle établit d'abord que le *back-to-back* de 2025-2026 valide empiriquement un modèle d'investissement pensé sur le temps long, dont la mutation post-Mbappé et la philosophie managériale de Luis Enrique constituent les marqueurs les plus éloquents. Elle examine ensuite les mécanismes de transmutation de cette victoire sportive en capital politique concret : effet bouclier contre le *sportswashing*, *co-branding* institutionnel Paris-Doha, diplomatie de la corbeille et protection contractuelle par l'attachement populaire. Elle démontre enfin que cet accomplissement sportif signale la clôture d'une phase instrumentale, ouvrant la voie à une relation franco-qatarie institutionnalisée dont la légitimité transcende désormais la sphère footballistique.

Le 30 mai 2026, le Paris Saint-Germain soulève la Ligue des Champions pour la deuxième année consécutive, réalisant un *back-to-back* inédit dans l'histoire du football français. Si cet exploit consacre une hégémonie sportive incontestable sur la scène européenne, il constitue avant tout un événement géopolitique majeur. Sur la pelouse, ce ne sont pas seulement 11 joueurs qui triomphent de l'aristocratie historique du football continental : c'est la consécration empirique d'un projet d'État initié quinze ans plus tôt, à près de cinq mille kilomètres de là. La double victoire en Ligue des Champions marque le point d'orgue de l'investissement stratégique du Qatar, via le fonds souverain *Qatar Sports Investments*, amorcé lors du rachat du club parisien en 2011. Par cet accomplissement sportif suprême, l'outil footballistique qatari atteint la plénitude de son efficacité.

Historiquement, l'implication de l'Émirat dans le sport de haut niveau a été théorisée par la littérature académique sous le prisme du *soft power* et du *nation branding* (Nye, 2004 ; Anholt, 2007). L'objectif initial pour le Qatar, petit État de la péninsule arabique cerné par de puissants voisins, était d'exister mondialement pour assurer sa sécurité existentielle. Le football s'est ainsi imposé comme un vecteur de séduction massive, trouvant son expression la plus spectaculaire dans l'organisation de la Coupe du Monde 2022 au Qatar, premier Mondial organisé dans le monde arabe et aboutissement d'une décennie de lobbying diplomatique intense. Cet événement planétaire constitua le premier volet de la stratégie sportive qatarie : celui de la visibilité universelle, de l'irruption sur la scène mondiale par l'organisation plutôt que par la performance. Le rachat du PSG représente quant à lui le second volet, complémentaire et plus ciblé : non plus rayonner vers le monde entier, mais ancrer durablement une présence au cœur de la puissance française.

Dans cette perspective, Simon Chadwick a démontré que les États du Golfe ont fait du sport un instrument privilégié de leur diplomatie d'influence, transformant clubs et événements sportifs en vitrines de leur modernité (Chadwick, 2022). La dimension géopolitique du rachat du PSG répondait cependant à un impératif diplomatique plus précis : bâtir un pont inébranlable avec la République française.

Si l'hyper-visibilité médiatique fut rapidement acquise au fil des recrutements retentissants, la légitimité profonde du projet qatari en France restait suspendue à l'obtention du Graal européen, seul trophée capable de laver les accusations récurrentes de *sportswashing* et d'ingérence.

C'est précisément ici que le doublé européen de 2025-2026 provoque une rupture de paradigme. Le passage d'une visibilité de challenger à une domination sportive absolue modifie la nature même de l'influence qatarie. La victoire ne sert plus à se faire connaître, elle sert à dominer et à légitimer. Dès lors, il convient de dépasser la simple grille de lecture du rayonnement culturel pour interroger la conversion de cette réussite sportive en un véritable levier de pouvoir bilatéral. C'est tout l'objet de cette réflexion, qui s'articule autour de la problématique suivante :

**L'hégémonie européenne du Paris Saint-Germain marque-t-elle l'aboutissement de la diplomatie du football qatari ?**

Pour répondre à cette interrogation, cet article démontre que la consécration du PSG ne représente pas une simple étape supplémentaire dans l'expansionnisme qatari, mais bien son apogée stratégique, ouvrant la voie à une nouvelle ère diplomatique. La démonstration s'articulera en trois temps. Il s'agira d'abord de montrer en quoi le doublé historique de 2025-2026 valide la résilience du modèle d'investissement qatari. Seront ensuite étudiés les mécanismes de transmutation de cette victoire en capital politique concret. Enfin, l'article illustrera que cet exploit sportif marque l'aboutissement de la diplomatie du football qatari, dont le sommet hégémonique sanctuarise définitivement l'axe franco-qatari dans une logique institutionnelle qui transcende désormais la sphère sportive.

# DU PROJET D'ÉTAT À L'HÉGÉMONIE CONTINENTALE : LA VALIDATION GÉOPOLITIQUE DU MODÈLE QATARI

L'acquisition du Paris Saint-Germain par *Qatar Sports Investments* en juin 2011 ne saurait être réduite à un simple investissement sportif. Elle s'inscrit dans une logique stratégique plus profonde, que Nabil Ennasri a analysée comme la réponse existentielle d'un micro-État à sa vulnérabilité géopolitique structurelle (Ennasri, 2013). Ce que QSI acquiert en 2011, ce n'est pas simplement un club de football en difficulté : c'est une tribune mondiale, un levier de présence dans la capitale de l'une des puissances diplomatiques les plus influentes du monde occidental. Cette lecture rejoint celle de Pascal Boniface, qui considère que le football est devenu au XXIe siècle « un fait social total », désormais traversé par des logiques politiques, économiques et identitaires qui dépassent largement le seul cadre sportif (Boniface, 2010). La France représente pour Doha un partenaire sécuritaire essentiel : la base aérienne d'Al-Udeid accueille des contingents français, et les contrats d'armement bilatéraux se chiffrent en dizaines de milliards d'euros. Le PSG devient ainsi le ciment symbolique de cette alliance asymétrique.

Le premier cycle de l'ère QSI (2011-2024) peut être lu non comme une accumulation sportive désordonnée, mais comme une phase d'investissement en capital symbolique. La politique de recrutements spectaculaires, de Zlatan Ibrahimovic à Lionel Messi, de Neymar (222 millions d'euros) à K. Mbappé (180 millions d'euros), répond moins à une logique purement compétitive qu'à une nécessité de visibilité immédiate sur la scène mondiale. Nye souligne que l'attraction culturelle et médiatique constitue le premier stade d'une influence qui ne devient véritablement structurelle qu'une fois convertie en légitimité institutionnelle (Nye, 2004). Le PSG de cette période incarne précisément cette tension : il rayonne sans convaincre, il séduit sans dominer. Les éliminations en coupe d'Europe, toujours plus dramatiques, sont répétées (dont le traumatisme de la *Remontada* contre le FC Barcelone en 2017), et alimentent une critique récurrente réduisant le PSG à un club sans âme, incapable d'exister autrement qu'en empilant des stars aux salaires démesurés.

C'est précisément cette limite que le départ de Kylian Mbappé vers le Real Madrid à l'été 2024 révèle et, paradoxalement, permet de dépasser. Interprété par une large partie de la presse internationale comme la désagrégation du projet qatari, cet événement provoque en réalité une mutation salutaire dans la gouvernance sportive du club. Sous la direction de Luis Enrique, ironiquement entraîneur de Barcelone lors de la Remontada catalane, le PSG opère un tournant institutionnel majeur : il abandonne le modèle de l'empilement d'individualités au profit d'un système collectif cohérent. Ce glissement managérial n'est pas anodin dans une perspective géopolitique : il signale la maturité d'un projet désormais capable de se reproduire indépendamment de ses figures tutélaires, ce qui est précisément la marque des institutions solides plutôt que des vitrines éphémères. La consécration de cette mutation survient avec le quintuplet historique de la saison 2024-2025 (Ligue 1, Coupe de France, Trophée des Champions, Super Coupe d'Europe et Ligue des Champions), puis le maintien du titre européen en 2026 après une campagne jouée dans l'adversité. Ousmane Dembélé, sacré Ballon d'Or 2025, premier joueur à recevoir cette distinction sous les couleurs du PSG, incarne à lui seul cette métamorphose : non pas une superstar achetée, mais un joueur révélé par un projet sportif cohérent et un collectif performant (Poli, Ravenel et Besson, 2019).

La philosophie de Luis Enrique porte également une dimension identitaire forte, qui ancre le projet qatari dans le tissu social parisien : la valorisation délibérée des *titis parisiens*, ces joueurs formés au club. Le coach espagnol a imposé une doctrine radicalement différente, résumée dans une formule révélatrice : « Avec le temps, avec un projet sur le long terme, il sera possible d'avoir une équipe sans avoir à dépenser de grandes sommes pour le mercato. Une équipe plus parisienne, plus française sur le terrain ». Cette déclaration n'est pas qu'un principe footballistique : elle constitue un positionnement identitaire fort, qui ancre le projet qatari dans le tissu social et culturel de la ville de Paris plutôt que de le cantonner au rôle de propriétaire étranger indifférent à son territoire. L'incarnation la plus éloquente de cette philosophie est Warren Zaïre-Emery.

Né en région parisienne et formé au PSG dès son plus jeune âge, le milieu de terrain s'est rapidement imposé comme l'un des piliers du système de Luis Enrique. Sa trajectoire, marquée par une succession de records de précocité, fascine autant qu'elle symbolise la réussite du modèle parisien. Elle l'a notamment conduit jusqu'aux États-Unis pour disputer la Coupe du monde avec l'équipe de France. Ainsi, lors des deux saisons du *back-to-back* européen, quatre joueurs issus du centre de formation ont participé à la Ligue des Champions. Dans un club longtemps perçu comme une vitrine luxueuse déconnectée de son environnement local, l'émergence de jeunes Parisiens formés au PSG constitue un signal politique fort : celui d'un enracinement territorial du club de la capitale.

Le *back-to-back* européen réalisé par le PSG, première équipe française de l'histoire à remporter deux fois consécutivement la Ligue des Champions, doit donc être appréhendé comme un événement géopolitique autant que sportif. Comme le note Ennasri, la crédibilité internationale de l'Émirat reposait sur une équation fragile : tant que le PSG n'avait pas remporté la Ligue des Champions, l'ensemble de la stratégie footballistique qatarie demeurait exposée à la critique (Ennasri, 2020). Le double sacre européen résout cette équation de manière définitive : l'hégémonie sportive du PSG ne représente pas l'aboutissement d'un projet sportif, mais la cristallisation d'une stratégie d'État pensée sur le temps long, dont la durabilité devient en elle-même un argument diplomatique.

## DE LA PELOUSE À LA CHANCELLERIE : LA TRANSMUTATION DE LA VICTOIRE EN CAPITAL POLITIQUE

La réflexion sur les usages politiques du sport invite à dépasser la simple description des succès pour en interroger les effets concrets sur les rapports de force diplomatiques. Si la Partie une a établi que le *back-to-back* du PSG constituait la validation géopolitique d'un modèle, il convient désormais d'examiner les mécanismes par lesquels cette hégémonie sportive se convertit en ressource politique tangible.

Le cadre théorique le plus opérant est celui que Chadwick a développé autour de la notion de *sport geopolitics* : l'idée selon laquelle le sport de haut niveau n'est plus seulement un vecteur de *soft power* diffus, mais un instrument actif de recomposition des équilibres diplomatiques (Chadwick, 2023). Dans cette perspective, le PSG champion d'Europe n'est pas un simple club couronné : il est un acteur géopolitique dont les victoires modifient concrètement les termes de la relation franco-qatarie.

Le premier mécanisme est l'effet bouclier. Depuis 2011, la stratégie qatarie a été régulièrement exposée aux accusations de *sportswashing*, terme désignant l'instrumentalisation du sport pour dissimuler les défaillances d'un régime en matière de droits humains. La Coupe du Monde 2022 avait porté ces critiques à leur paroxysme, notamment en raison des conditions de travail des travailleurs migrants sur les chantiers qataris. Or, le *back-to-back* de 2025-2026 modifie structurellement ce rapport de force discursif. En produisant une excellence sportive incontestable, le Qatar sort du registre de la vitrine pour entrer dans celui de la légitimité méritocratique. Comme l'observe Boniface, la performance sportive constitue, dans l'ordre symbolique international, une forme de preuve irréfutable que les arguments idéologiques peinent à contester (Boniface, 2020).

Le deuxième mécanisme est le *co-branding* institutionnel entre Paris et Doha. Le PSG fonctionne comme un support de *co-branding* entre deux entités : la marque Paris, l'une des plus puissantes au monde en termes d'attractivité culturelle, et la marque Qatar, en quête permanente de légitimité internationale (Anholt, 2007). Lorsque le PSG soulève la Coupe aux grandes oreilles à Munich puis à Budapest, ce sont simultanément le nom de Paris et, indirectement, du Qatar à travers le sponsoring de *Qatar Airways*, qui s'affichent sur les écrans du monde entier. Cette fusion symbolique normalise la présence qatarie au cœur de l'identité parisienne, la rendant non plus seulement acceptable mais désirable.

Le troisième mécanisme relève de ce qui a été conceptualisé sous le terme de diplomatie de la corbeille. Depuis l'ère QSI, le Parc des Princes est devenu un lieu de diplomatie informelle de premier plan, où se croisent régulièrement chefs d'État, ministres et décideurs économiques français et internationaux.

La corbeille présidentielle n'est pas un simple emplacement VIP : elle est une antichambre diplomatique, un espace de négociation douce où la proximité physique entre élites françaises et représentants qataris produit des effets de connivence que les protocoles officiels ne sauraient générer. Les célébrations des victoires de 2025 et 2026, relayées massivement par les médias français, constituent autant d'occasions de réaffirmation publique du lien entre Paris et Doha, auxquelles les responsables politiques participent sans que cela suscite les réticences qu'appellerait un événement purement diplomatique.

Le quatrième mécanisme est celui de la protection contractuelle. La relation franco-qatarie est une relation asymétrique dans laquelle la France constitue pour le Qatar un protecteur stratégique indispensable : membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, puissance militaire présente dans le Golfe, partenaire commercial de premier rang. Le PSG joue le rôle de contrepoids : il crée une popularité qatarie dans l'espace public français qui constitue une ressource de *soft power* inversé, ou la capacité du plus petit à influencer le plus grand par l'attachement émotionnel que produit le sport (Nye, 2004). Un gouvernement français sera structurellement moins enclin à adopter des positions diplomatiques défavorables à Doha lorsque des millions de supporters parisiens s'identifient au club qatari, dans un contexte où cette dynamique est renforcée par les investissements massifs de l'Émirat en France.

Ces quatre leviers renforcés simultanément par la domination sportive parisienne, produisent ensemble un ancrage toujours plus profond de la position qatarie dans le paysage diplomatique français. Le Qatar ne demande plus à être accepté : il s'est rendu indispensable.

## L'ABOUTISSEMENT : DE LA CONQUÊTE SPORTIVE À LA SANCTUARISATION DIPLOMATIQUE

Si les deux premières parties ont établi que le *back-to-back* européen du PSG constituait à la fois la validation du modèle qatari et le catalyseur d'une capitalisation politique multiforme, il reste à répondre à la question la plus exigeante : ces victoires marquent-elles un aboutissement ou une simple étape supplémentaire ?

Ce qui s'achève avec le double sacre de 2025-2026, ce n'est pas l'ambition qatarie en France, c'est la phase footballistique de cette ambition. Le Qatar entre dans une ère nouvelle, celle d'une relation bilatérale franco-qatarie institutionnalisée, qui n'a plus besoin du football pour exister, mais qui en porte indélébilement l'empreinte.

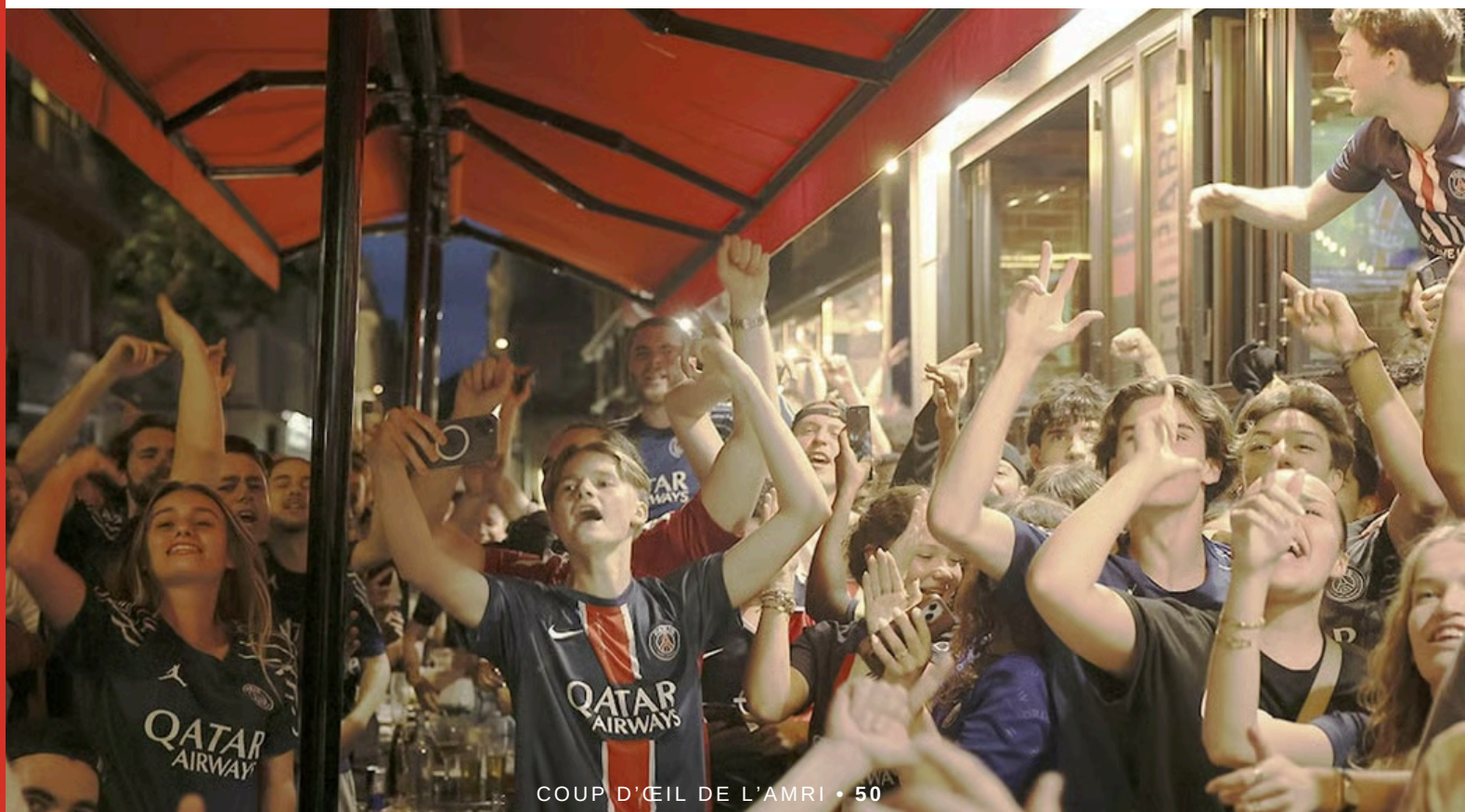
Pour saisir la nature de cet aboutissement, il convient de revenir à la logique initiale du projet. Lorsque QSI acquiert le PSG en 2011, la diplomatie footballistique qatarie répond à un impératif précis que formule Ennasri : celui de l'existence par la présence (Ennasri, 2013). Un micro-État de moins de trois millions d'habitants ne peut se permettre l'invisibilité. Cette logique de l'irruption a pleinement fonctionné : en quinze ans, le Qatar est passé du statut d'État quasi inconnu du grand public occidental à celui d'acteur incontournable des relations internationales contemporaines. Or, Nye souligne que le passage de l'attraction à l'institutionnalisation constitue le seuil critique au-delà duquel l'influence cesse d'être fragile pour devenir structurelle (Nye, 2004). Cette irréversibilité constitue le premier marqueur de l'aboutissement : quoi qu'il arrive sportivement, le Qatar restera à jamais dans la mémoire collective française et européenne comme le propriétaire du club qui a réalisé un doublé européen historique. P. Boniface a montré que les grandes performances sportives génèrent une « dette symbolique » dans l'imaginaire des nations : une forme de reconnaissance durable, transférable des générations qui ont vécu l'événement à celles qui en ont simplement hérité le souvenir (Boniface, 2020).

Le deuxième marqueur est la «dé-sportivisation» progressive de la relation franco-qatarie. La relation bilatérale entre Paris et Doha s'est considérablement densifiée au cours des quinze années d'ère QSI : les partenariats économiques se sont multipliés dans les secteurs de l'énergie, de l'armement, de la finance et de la culture, et les flux d'investissements qataris irriguent l'immobilier parisien et les infrastructures culturelles bien au-delà du football. Ce que le PSG a produit, c'est un environnement de bienveillance dans lequel ces investissements multi-sectoriels se déploient sans susciter les réticences que rencontrent d'autres acteurs étrangers. Loin d'annoncer un désengagement, les investissements infrastructurels les plus récents de QSI témoignent d'une volonté d'ancrage renforcé.

Le Campus PSG, inauguré à Poissy en novembre 2024, en constitue l'illustration la plus éloquente : avec ses 59 hectares, ses 17 terrains et ses 300 millions d'euros d'investissement, ce complexe ultra-moderne est la matérialisation physique d'une ambition qatarie inscrite désormais dans le béton et le long terme. Plus révélatrice encore, la question du futur stade du PSG cristallise une tension géopolitique interne : depuis juin 2026, des discussions ont été officiellement relancées entre le club et la nouvelle municipalité parisienne autour d'un projet d'agrandissement du Parc des Princes de 48 000 à 60 000, voire 70 000 places, pour un investissement estimé à 500 millions d'euros. Le PSG refuse de quitter le XVIe arrondissement, dont l'implantation en plein cœur de Paris constitue l'ADN même du club et le fondement symbolique de la diplomatie de la corbeille, quand bien même des sites alternatifs comme Poissy ou Massy avaient été identifiés. Chadwick a théorisé cette évolution sous la notion de *sport diplomacy* maturation : le stade où le sport cesse d'être la seule porte d'entrée pour s'intégrer dans un dispositif d'influence plus large et plus résilient (Chadwick, 2023). Le Qatar a franchi ce seuil : les victoires ne créent plus la relation franco-qatarie, elles contribuent désormais à l'ancrer durablement.

Le troisième et dernier marqueur de l'aboutissement articule deux dynamiques convergentes : la neutralisation des critiques et la transmission générationnelle. Sur le plan discursif, le *back-to-back* achève un processus de neutralisation en déplaçant définitivement le centre de gravité du débat public : il n'est plus possible de parler du PSG sans évoquer son palmarès européen, ce qui rend toute critique structurellement minoritaire face à l'enthousiasme de millions de supporters. Ennasri avait anticipé cette mécanique en observant que la légitimité par le succès constitue, pour les petits États, la forme la plus efficace de réfutation des critiques (Ennasri, 2020). Sur le plan sociologique, la transmission générationnelle approfondit encore cette dynamique : en 2026, une grande partie des supporters parisiens ont grandi dans un monde où le PSG a toujours été qatari. Un enfant de quinze ans qui vibre au Parc des Princes n'a aucun souvenir du club d'avant QSI. Pour lui, le rouge et le bleu ont toujours rimé avec ambition continentale et Ligue des Champions. Célébrer le PSG, c'est désormais, qu'on en soit conscient ou non, célébrer quinze ans d'investissement stratégique de Doha dans la capitale française. Cette naturalisation générationnelle représente l'aboutissement le plus profond et le moins visible de la stratégie initiée en 2011 : une présence devenue si naturelle qu'elle n'est plus perçue comme étrangère.

Image n°19 : Supporters parisiens célébrant la victoire en Ligue des Champions dans les rues de Paris, mai 2026.© La Tribune



L'aboutissement de la diplomatie qatarie du football ne désigne donc pas une fin, mais une transformation de nature. Ce qui s'achève avec le *back-to-back* européen, c'est la phase instrumentale du projet : celle où chaque victoire était nécessaire pour justifier la présence, convaincre les sceptiques et construire la légitimité. Ce qui s'ouvre est une phase post-instrumentale, où la relation franco-qatarie existe par elle-même, nourrie par des décennies d'investissements croisés, de victoires partagées et d'identités entremêlées. En ce sens, et en ce sens seulement, on peut affirmer que l'hégémonie européenne du PSG marque bien l'aboutissement de la diplomatie du football qatari, non comme une victoire définitive, mais comme le franchissement d'un seuil au-delà duquel la présence qatarie en France n'a plus besoin d'être conquise. Elle est, désormais, acquise.

## CONCLUSION

Le 30 mai 2026, lorsque les joueurs parisiens soulèvent la Ligue des Champions à Budapest, une page se tourne. Non pas celle d'une saison de football, mais celle d'un cycle diplomatique d'une ampleur et d'une sophistication rarement égalées dans l'histoire contemporaine des relations internationales. La question posée en ouverture de cet article appelle désormais une réponse claire : oui, l'hégémonie européenne du PSG marque l'aboutissement de la diplomatie du football qatari, à condition de définir précisément ce que recouvre cette notion.

Ce qui s'achève avec le *back-to-back* de 2025-2026, c'est la phase de conquête : cette période de quinze ans durant laquelle chaque décision sportive était évaluée en fonction d'une légitimité encore à construire. En dominant le football européen sur deux saisons consécutives, en produisant un Ballon d'Or, en révélant une génération de talents parisiens et en imposant une identité de jeu reconnaissable, le Qatar a franchi le seuil que Nye identifie comme décisif : celui qui sépare l'influence fragile de la présence structurelle (Nye, 2004). Ce que cette analyse a mis en lumière, c'est la cohérence remarquable d'un projet pensé sur le temps long, articulant trois registres d'action successifs : l'accumulation de capital symbolique, sa transmutation en ressources politiques concrètes, puis la sanctuarisation dans une logique post-instrumentale où la présence qatarie est devenue une évidence culturelle pour des millions de supporters.

Le cas qatari démontre que la diplomatie du football, lorsqu'elle est pensée avec suffisamment de profondeur stratégique et de patience, peut produire des effets structurels durables sur les relations bilatérales entre États. Le modèle est appelé à inspirer d'autres acteurs étatiques en quête de légitimité internationale, des Émirats arabes unis à l'Arabie saoudite, dont les propres projets footballistiques semblent délibérément calqués sur la trajectoire pionnière de Doha.

Reste une question ouverte qui mériterait une investigation approfondie : celle des limites de ce modèle. Car si le football a permis au Qatar de conquérir une présence durable en France, il n'a pas résolu les tensions structurelles qui demeurent au cœur de la relation franco-qatarie, telles que les contradictions sur les droits humains, les asymétries économiques, les divergences géopolitiques régionales. La diplomatie du football sanctuarise un partenariat mais ne le purifie pas. C'est peut-être là la frontière ultime de l'outil footballistique : capable de tout construire, sauf de tout réconcilier.

# BIBLIOGRAPHIE


**Ouvrages**

Anholt, S. (2007). *Competitive Identity : The New Brand Management for Nations, Cities and Regions*. Londres : Palgrave Macmillan.

Boniface, P. (2010). *Football et mondialisation.* Paris : Armand Colin.

Boniface, P. (2020). *Géopolitique du sport.* Paris : Armand Colin.

Ennasri, N. (2013). *L'Enigme du Qatar.* Paris : Armand Colin.

Nye, J. (2004). *Soft Power : The Means to Success in World Politics.* New York : PublicAffairs.

**Articles académiques**

Chadwick, S. (2022). « *Gulf State Football and the Politics of Sportswashing* ». International Journal of Sport Policy and Politics, vol. 14, n°3, p. 401-418.

Chadwick, S. (2023). « *Sport Geopolitics in a New World Order* ». Journal of Strategic Sport Management, vol. 3, n°1, p. 14-29.

Ennasri, N. (2020). « *Qatar et diplomatie sportive : les limites du soft power footballistique* ». Confluences Méditerranée, n°112, p. 45-58.

Poli, R., Ravenel, L. et Besson, R. (2019). « *Dépenses en transferts et performances sportives : une relation ambivalente* ». CIES Football Observatory Working Paper, n°38.

# Remerciements

Le bureau de l'AMRI de l’année universitaire 2021-2022 étant à l'initiative de ce projet mérite nos plus sincères remerciements. Nous remercions par ailleurs le bureau actuel, à savoir Cloé Bar et Clara Vermissen, toutes deux coprésidentes, pour leur soutien dans le maintien et le développement de cette revue.

Cette édition a été créée de toutes pièces par des étudiants engagés et motivés pour produire un travail sérieux et approfondi. C'est pourquoi nous souhaitons également remercier Elora Cudelou, Larnaout Jilani, Pierre Demesse, Eloïse Borde, Babungu Maya Elysée-Grâce, Ophélie Calichiama et Tristan Cnockaert pour leurs articles de qualité.

Enfin, nous tenons à remercier Élisabeth Tarran, Guillaume Marie, Édouard Paquier et Éloïse Herbeteau, responsables communication de l'AMRI, pour la gestion des réseaux et des publications de la revue.

**Équipe de rédaction**

**LÉNY ROYER-PERRUSSEL, JULIEN DURAND, EMMA LESAGE & JILANI LARNAOUT**